COMMISSION EUROPÉENNE

# DOCUMENTS

# PROJET
# Le budget annuel de l'Union pour l'exercice 2027

*SECTION I*

PARLEMENT EUROPÉEN

FR

COM(2026) 300 — FR

9.7.2026

**Les montants du présent document budgétaire sont exprimés en euros, sauf indication contraire.**

**Les commentaires budgétaires sont applicables uniquement s'ils ne modifient pas ou n'étendent pas le champ d'application d'une base légale existante, s'ils n'affectent pas l'autonomie administrative des institutions et s'ils peuvent être couverts par des ressources disponibles.**

**UNION EUROPÉENNE**

# PROJET
# Le budget annuel de l'Union pour l'exercice 2027

*SECTION I*

PARLEMENT EUROPÉEN

PARLEMENT EUROPÉEN

# INTRODUCTION

*L'introduction de la demande de budget a été fournie par chaque institution avec l'état prévisionnel de la section budgétaire qui lui correspond. La Commission a exceptionnellement ajusté les états prévisionnels de toutes les institutions, conformément à l'article 314, paragraphe 1, du TFUE, qui dispose que: «Chaque institution […] dresse […] un état prévisionnel de ses dépenses pour l'exercice budgétaire suivant. La Commission groupe ces états dans un projet de budget qui peut comporter des prévisions divergentes.» Il est donc possible que certains chiffres mentionnés dans l'introduction de telle ou telle section budgétaire soient différents de ceux intégrés dans le projet de budget.*

## I. **STRUCTURE**

La section I du budget général se subdivise en cinq titres opérationnels.

— Le titre 1 (personnes liées à l'institution) couvre les indemnités, les rémunérations et les allocations des députés et du personnel ainsi que plusieurs infrastructures communes à tous, comme les services de restauration, le service social et le service médical.

— Le titre 2 a trait aux immeubles, au mobilier, à l'équipement informatique et autre et aux autres dépenses de fonctionnement.

— Le titre 3 concerne les missions, les réunions, les conférences, l'expertise, l'information et la communication, dont la mission du Parlamentarium et des bureaux de liaison du Parlement européen, par exemple.

— Le titre 4 comprend les missions politiques spécifiques de l'institution, comme les subventions aux groupes politiques, le financement des partis politiques européens et des fondations politiques européennes ou l'assistance parlementaire.

— Le titre 5 couvre les dépenses de l'Autorité pour les partis politiques européens et les fondations politiques européennes et les frais connexes prévus par le cadre réglementaire.

## II. **ÉTAT PRÉVISIONNEL DU PARLEMENT**

L'état prévisionnel du Parlement pour 2027 s'élève à 2 656 435 753 EUR, ce qui correspond à une augmentation de 51 579 166 EUR (+ 1,98 %) par rapport au budget du Parlement pour 2026.

Les obligations financières statutaires représentent une augmentation de 32,6 millions d'EUR, soit + 1,97 % par rapport à la part des obligations financières statutaires en 2026, tandis que les dépenses non statutaires progressent de 19 millions d'EUR, soit + 2 % par rapport à la part des dépenses non statutaires en 2026.

### 1. **Obligations financières statutaires**

Quelque 64 % de l'état provisionnel du Parlement correspondent à des obligations statutaires, dont les indemnités des députés et les rémunérations du personnel constituent une composante majeure. Les indexations des rémunérations actuellement prévues sont les suivantes:

— +2,2 % le 1er juillet 2026

— +2,3 % le 1er juillet 2027.

Ces chiffres devraient évoluer en fonction de l'évolution des paramètres sous-jacents.

Aucun poste permanent ou temporaire supplémentaire n'est demandé pour 2027.

### 2. **Obligations financières non statutaires**

Les 36 % restants de l'état prévisionnel du Parlement sont des dépenses non statutaires. Cette partie est répartie en cinq grandes catégories: bâtiments (27 %), informatique et télécommunications (21 %), structures politiques (15 %), dépenses liées au personnel, y compris les services linguistiques externes (15 %), et communication (13 %).

## III. **PRIORITÉS ADMINISTRATIVES DU PARLEMENT POUR 2027**

### 1. **Renforcement des fonctions essentielles du Parlement**

En septembre 2024, le Bureau du Parlement a décidé de créer quatre DG directement liées aux responsabilités législatives et budgétaires du Parlement: (1) Économie, transformation et industrie; (2) Cohésion, agriculture et politiques sociales; (3) Droits des citoyens, justice et affaires institutionnelles; et (4) Affaires budgétaires, à partir de l'ancienne DG Politiques internes.

La nouvelle structure est opérationnelle depuis janvier 2025 et les ressources internes ont été progressivement redéployées en ce qui concerne le nombre de postes pourvus, l'enveloppe budgétaire destinée au personnel externe et le budget alloué à l'expertise externe. Il s'agit d'améliorer notablement la qualité et le volume de l'expertise fournie aux députés, de sorte à renforcer leur capacité à prendre des décisions éclairées. Dans l'état prévisionnel pour 2027, l'enveloppe budgétaire du personnel externe et le budget d'expertise externe des quatre nouvelles DG restent stables par rapport à 2026. Il est ainsi possible d'analyser l'exécution du budget de ces DG en 2026, ce qui facilite les éventuelles adaptations budgétaires en 2028 en prévision des élections de 2029, année où la demande d'expertise devrait connaître un pic.

### 2. **Simplification administrative**

La simplification est un outil puissant pour le Parlement qui souhaite améliorer son efficacité, réduire ses coûts, affecter ses ressources plus intelligemment, réduire les formalités administratives et accroître la qualité globale des services.

Parallèlement aux réformes structurelles entreprises au sein du secrétariat général, un plan d'action sur la simplification administrative a été publié en juin 2025, qui définit un ensemble complet de mesures immédiates et à court et moyen terme. Le plan met particulièrement l'accent sur la réduction de la charge administrative qui pèse sur les députés et sur la rationalisation de la gestion de leurs ressources humaines.

Au nombre des mesures concrètes figurent notamment la simplification et l'harmonisation des procédures régissant la gestion des assistants parlementaires accrédités et des assistants locaux, ainsi que la rationalisation des dispositions relatives aux groupes de visiteurs et à la gestion des déplacements. Au-delà de l'amélioration de l'efficacité et de l'expérience des utilisateurs, plusieurs de ces actions devraient générer des économies tangibles et contribuer à une affectation et à une utilisation plus optimales des ressources du Parlement.

### 3. **Transformation numérique et cybersécurité**

Le budget informatique pour 2027 a pour vocation de renforcer encore les infrastructures numériques du Parlement tout en garantissant un niveau élevé de cybersécurité et de résilience.

La cybersécurité demeure une priorité centrale. Les crédits affectés à ce domaine seront considérablement accrus, l'objectif étant d'atteindre 10 % du budget global des TIC à court terme. Ce renforcement permettra la mise en œuvre intégrale du plan de cybermaturité adopté par le Bureau en décembre 2025. Conformément au règlement de l'Union sur la cybersécurité, entré en vigueur au début de 2024, le Parlement a déjà mis en place un cadre complet de gestion des risques et de gouvernance, achevé les évaluations de la maturité, rempli ses obligations en matière de rapports à l'intention du conseil interinstitutionnel de cybersécurité, et pourvu tous les postes de spécialiste de la sécurité des TIC créés à la suite de la décision du Bureau de 2023 de renforcer les capacités de cyberdéfense. En 2027, les efforts porteront en priorité sur la finalisation et le déploiement opérationnel du plan de maturité.

En parallèle, le Parlement met en avant une approche structurée de la gouvernance de l'intelligence artificielle (IA). Le cadre adopté en 2024 avait établi un comité de gouvernance de l'IA, un groupe de pilotage inter-DG et un centre de compétences en IA. Sur cette base, le comité de gouvernance de l'IA a adopté, le 10 février 2026, une feuille de route définissant des mesures concrètes pour le développement d'une IA durable et responsable sur le plan éthique, pleinement alignée sur les principes directeurs du Bureau.

La transformation numérique reste une priorité essentielle. Les investissements soutiendront la modernisation en cours des outils d'appui législatif, des systèmes de gestion des documents et des solutions d'automatisation des processus, ainsi que le déploiement d'un nouveau portail du personnel et d'une plateforme de données spécifique. D'autres améliorations sont prévues pour le site internet Europarl et les applications de gestion des visiteurs, tandis que la cybersécurité sera renforcée par la mise en œuvre du plan d'action en matière de cybersécurité.

Enfin, la migration de l'environnement SAP vers un environnement en nuage hébergé en Europe (SAP RISE) devrait être achevée d'ici la mi-2027. Cette transition aura pour objectifs de moderniser la gestion des contrats, de permettre le déploiement d'un nouvel outil de gestion des déplacements des députés et de soutenir le développement d'une plateforme numérique pour la communication des droits financiers et sociaux.

## 4. **Projets immobiliers**

Après plusieurs décennies d'une extension favorisée par le renforcement progressif des pouvoirs institutionnels du Parlement, il s'agit désormais, dans un contexte de ressources limitées, d'exploiter au maximum la contribution des bâtiments existants aux activités parlementaires essentielles.

### 4.1. ***Strasbourg***

Le 11 décembre 2023, le Bureau a approuvé la réalisation de travaux dans l'hémicycle, destinés à améliorer l'accessibilité, la sécurité et les équipements techniques. Ces travaux s'effectuent progressivement entre 2024 et 2027 afin de réduire le plus possible la gêne occasionnée à une utilisation normale de l'espace.

Afin de soutenir les activités essentielles du Parlement, il est également prévu, en 2027, de créer de nouvelles installations pour les députés dans le bâtiment PFLIMLIN à Strasbourg.

### 4.2. ***Bruxelles***

#### 4.2.1. *Le Parlamentarium*

Conformément aux décisions du Bureau en la matière et aux normes réglementaires, le Parlamentarium à Bruxelles a besoin d'une remise à niveau dans les domaines de la sécurité incendie, de l'accessibilité et de la sécurité des entrées. Sous réserve de l'approbation des autorités politiques, les travaux pourraient commencer en 2027.

#### 4.2.2. *Rénovation du bâtiment SPAAK et projets correspondants*

Le 11 décembre 2023, le Bureau a approuvé le projet de rénovation environnementale complète du bâtiment SPAAK à Bruxelles. La commission des budgets a ensuite approuvé le projet lors de sa réunion du 14 février 2024. Le budget total de la rénovation, sur la période 2027-2031 et pour une surface de 84 000 $m^2$, est fixé à 455 millions d'EUR, dont 350 millions d'EUR affectés aux travaux et 105 millions d'EUR affectés aux services.

La composante services englobe notamment le contrôle des projets et le suivi des performances, la gestion des risques et de la qualité, les services de conseil sur l'intégration des exigences environnementales et de durabilité, l'élaboration de l'avant-projet, la vérification du respect des normes de qualité, de sécurité et de durabilité, et la livraison de la conception technique définitive.

En 2027, le projet entrera dans sa phase opérationnelle, les travaux de rénovation devant être réalisés par le contractant chargé de la conception et de la construction. Les dépenses correspondantes seront financées par des prêts conformément à l'article 272, paragraphe 6, du règlement financier, complétés, le cas échéant, par des excédents identifiés au niveau du Parlement.

Le 23 avril 2025, la commission des budgets a approuvé un contrat d'usufruit de 18 ans pour le bâtiment MONTERRA à Bruxelles. Ce bâtiment fournira la capacité de bureaux temporaires nécessaire après l'évacuation du bâtiment SPAAK, pendant la période de rénovation, et permettra la résiliation du contrat d'usufruit existant pour le bâtiment KOHL. Pour 2027, les crédits inscrits au budget couvrent exclusivement le remboursement annuel des coûts liés aux travaux d'aménagement à réaliser par le propriétaire.

### 4.3. ***Europa Experience***

Deux installations devraient ouvrir en 2027 (à Bratislava et à Munich). Sept espaces Europa Experience doivent encore être créés dans des capitales d'États membres (Bucarest, Lisbonne, Madrid, Nicosie, Riga, La Valette et Vilnius).

Le 31 mars 2025, le Bureau a approuvé un nouveau concept visant à optimiser l'utilisation des espaces Europa Experience, à accroître le retour sur investissement et à augmenter le nombre de visiteurs, tout en tenant compte de la diversité des situations dans les États membres. D'autre part, un programme de mise à niveau progressive sera mis en œuvre pour adapter les centres de visiteurs Europa Experience à ce nouveau concept modulaire.

## 5. **Parlement vert**

Le Parlement a réussi à maintenir sa certification EMAS depuis 2007. Son système de management environnemental constitue une référence pour les autres institutions parlementaires au sein de l'Union européenne et au-delà. En outre, le Parlement a progressivement étendu la certification EMAS à plusieurs bureaux de liaison situés dans les États membres.

À moyen terme et à long terme, le Parlement devra s'adapter à des exigences de plus en plus strictes, notamment en ce qui concerne la performance énergétique des bâtiments et l'objectif de l'Union de réduire les émissions nettes de gaz à effet de serre de 55 % d'ici à 2030.

Dans ce contexte, les investissements prévus dans les infrastructures pour la période 2025-2029 viendront à l'appui d'un large éventail de mesures en faveur de l'efficacité énergétique et de la rénovation environnementale. Il s'agit par exemple de l'installation de pompes à chaleur, de systèmes de ventilation à récupération d'énergie et de panneaux photovoltaïques, de l'optimisation des installations techniques et du respect de la réglementation locale, du remplacement de l'éclairage conventionnel par la technologie LED, du déploiement d'un système efficace de gestion des bâtiments, de mesures visant à compenser la production d'énergie sur site, et de travaux d'aménagement des bâtiments à Bruxelles.

En 2027, le Parlement lancera une procédure de passation de marché pour l'acquisition de crédits carbone sur le marché de la compensation volontaire, en vue de compenser ses émissions de 2026.

Par ailleurs, l'Union encourage activement l'utilisation de carburants durables. Depuis juin 2025, l'offre ferroviaire pour les missions à Strasbourg pendant les périodes de session a été renforcée par l'ajout de voitures au train charter. Il existe en outre, depuis 2022, un régime d'incitation financière pour le personnel qui permet le remboursement jusqu'à 90 % du coût des abonnements aux transports publics, sous réserve d'un accès limité aux parkings.

PARLEMENT EUROPÉEN

**RECETTES**

## Contribution de l'Union européenne au financement des dépenses du Parlement européen pour l'exercice 2027

| Intitulé | Montant |
|---|---|
| Dépenses | 2 656 435 753 |
| Ressources propres | – 272 790 490 |
| **Contribution à percevoir** | **2 383 645 263** |

PARLEMENT EUROPÉEN

# RECETTES

## TITRE 3

## RECETTES ADMINISTRATIVES

### CHAPITRE 3 0 — RECETTES PROVENANT DU PERSONNEL
### CHAPITRE 3 1 — RECETTES LIÉES À LA PROPRIÉTÉ

| Article Poste | Intitulé | Estimation 2027 | Estimation 2026 | Exécution 2025 | % 2025/2027 |
|---|---|---|---|---|---|
| | CHAPITRE 3 0 | | | | |
| ***3 0 0*** | ***Impôts et prélèvements*** | | | | |
| 3 0 0 0 | Impôt sur la rémunération | 108 502 964 | 106 795 981 | 101 658 056,06 | 93,69 |
| 3 0 0 1 | Prélèvements spéciaux sur les rémunérations | 17 078 913 | 16 770 763 | 15 453 272,58 | 90,48 |
| | *Article 3 0 0 — Total* | 125 581 877 | 123 566 744 | 117 111 328,64 | 93,25 |
| ***3 0 1*** | ***Contribution au régime de pension*** | | | | |
| 3 0 1 0 | Contribution du personnel au financement du régime de pensions | 141 203 613 | 138 655 914 | 120 152 158,60 | 85,09 |
| 3 0 1 1 | Transferts ou rachats de droits à pension par le personnel | 6 000 000 | 5 000 000 | 7 631 853,98 | 127,20 |
| 3 0 1 2 | Contribution du personnel en congé au régime de pensions | 5 000 | 5 000 | 0,— | |
| 3 0 1 4 | Contribution des membres du Parlement européen | p.m. | p.m. | 0,— | |
| | *Article 3 0 1 — Total* | 147 208 613 | 143 660 914 | 127 784 012,58 | 86,80 |
| | CHAPITRE 3 0 — TOTAL | 272 790 490 | 267 227 658 | 244 895 341,22 | 89,77 |
| | CHAPITRE 3 1 | | | | |
| ***3 1 0*** | ***Vente de biens immeubles — Recettes affectées*** | p.m. | p.m. | 556 948,— | |
| ***3 1 1*** | ***Vente d'autres biens*** | p.m. | p.m. | 49 200,— | |
| ***3 1 2*** | ***Locations et sous-locations de biens immeubles — Recettes affectées*** | p.m. | p.m. | 4 472 666,72 | |
| | CHAPITRE 3 1 — TOTAL | p.m. | p.m. | 5 078 814,72 | |

PARLEMENT EUROPÉEN

## CHAPITRE 3 2 — RECETTES PROVENANT DU PRODUIT DE FOURNITURES ET DE PRESTATIONS DE SERVICES ET DE TRAVAUX — RECETTES AFFECTÉES
## CHAPITRE 3 3 — AUTRES RECETTES ADMINISTRATIVES

| Article Poste | Intitulé | Estimation 2027 | Estimation 2026 | Exécution 2025 | % 2025/2027 |
|---|---|---|---|---|---|
| | CHAPITRE 3 2 | | | | |
| ***3 2 0*** | ***Recettes provenant du produit de fournitures et de prestations de services et de travaux — Recettes affectées*** | | | | |
| 3 2 0 2 | Recettes provenant du produit de fournitures et de prestations de services et de travaux pour les autres institutions, organes et organismes de l'Union — Recettes affectées | p.m. | p.m. | 17 476 361,97 | |
| | *Article 3 2 0 — Total* | p.m. | p.m. | 17 476 361,97 | |
| ***3 2 1*** | ***Remboursement des indemnités de mission par les autres institutions ou organismes — Recettes affectées*** | p.m. | p.m. | 0,— | |
| ***3 2 2*** | ***Recettes provenant de tiers pour la fourniture de biens ou de services, ou l'exécution de travaux — Recettes affectées*** | p.m. | p.m. | 4 207 803,85 | |
| | CHAPITRE 3 2 — TOTAL | p.m. | p.m. | 21 684 165,82 | |
| | CHAPITRE 3 3 | | | | |
| ***3 3 0*** | ***Restitution des sommes qui ont été indûment payées — Recettes affectées*** | p.m. | p.m. | 10 742 860,59 | |
| ***3 3 1*** | ***Recettes correspondant à une destination déterminée (revenus de fondations, subventions, dons et legs) — Recettes affectées*** | p.m. | p.m. | 0,— | |
| ***3 3 3*** | ***Indemnités d'assurances perçues — Recettes affectées*** | p.m. | p.m. | 39 535,77 | |
| ***3 3 8*** | ***Autres recettes provenant de la gestion administrative — Recettes affectées*** | p.m. | p.m. | 0,— | |
| ***3 3 9*** | ***Autres recettes provenant de la gestion administrative*** | p.m. | 1 000 | 1 070 972,94 | |
| | CHAPITRE 3 3 — TOTAL | p.m. | 1 000 | 11 853 369,30 | |
| | **Titre 3 — Total** | **272 790 490** | **267 228 658** | **283 511 691,06** | **103,93** |

# TITRE 3

# RECETTES ADMINISTRATIVES

## CHAPITRE 3 0 — RECETTES PROVENANT DU PERSONNEL

### *3 0 0 Impôts et prélèvements*

3 0 0 0 Impôt sur la rémunération

| Estimation 2027 | Estimation 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 108 502 964 | 106 795 981 | 101 658 056,06 |

*Bases légales*

Protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne, et notamment son article 12.

Règlement (CEE, Euratom, CECA) nº 260/68 du Conseil du 29 février 1968 portant fixation des conditions et de la procédure d'application de l'impôt établi au profit des Communautés européennes (JO L 56 du 4.3.1968, p. 8, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/1968/260/oj).

3 0 0 1 Prélèvements spéciaux sur les rémunérations

| Estimation 2027 | Estimation 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 17 078 913 | 16 770 763 | 15 453 272,58 |

*Bases légales*

Statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et notamment son article 66 *bis*.

### *3 0 1 Contribution au régime de pension*

3 0 1 0 Contribution du personnel au financement du régime de pensions

| Estimation 2027 | Estimation 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 141 203 613 | 138 655 914 | 120 152 158,60 |

*Bases légales*

Statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et notamment son article 83, paragraphe 2.

**CHAPITRE 3 0 — RECETTES PROVENANT DU PERSONNEL** *(suite)*

***3 0 1*** *(suite)*

3 0 1 1 Transferts ou rachats de droits à pension par le personnel

| Estimation 2027 | Estimation 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 6 000 000 | 5 000 000 | 7 631 853,98 |

*Bases légales*

Statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et notamment l'article 4, l'article 11, paragraphes 2 et 3, et l'article 48 de son annexe VIII.

3 0 1 2 Contribution du personnel en congé au régime de pensions

| Estimation 2027 | Estimation 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 5 000 | 5 000 | 0,— |

3 0 1 4 Contribution des membres du Parlement européen

| Estimation 2027 | Estimation 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| p.m. | p.m. | 0,— |

*Bases légales*

Réglementation concernant les frais et indemnités des députés au Parlement européen (réglementation FID), et notamment son annexe III.

**CHAPITRE 3 1 — RECETTES LIÉES À LA PROPRIÉTÉ**

***3 1 0*** ***Vente de biens immeubles — Recettes affectées***

| Estimation 2027 | Estimation 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| p.m. | p.m. | 556 948,— |

*Commentaires*

Cet article est destiné à accueillir les recettes provenant de la vente des biens immeubles appartenant au Parlement européen.

Conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier, ces recettes sont considérées comme affectées et donnent lieu à l'ouverture de crédits supplémentaires à inscrire aux lignes qui ont supporté la dépense initiale ayant donné lieu aux recettes correspondantes.

**CHAPITRE 3 1 — RECETTES LIÉES À LA PROPRIÉTÉ** *(suite)*

***3 1 1 Vente d'autres biens***

| Estimation 2027 | Estimation 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| p.m. | p.m. | 49 200,— |

*Commentaires*

Le présent article est destiné à accueillir les recettes provenant de la vente ou de la reprise d'autres biens appartenant au Parlement européen.

***3 1 2 Locations et sous-locations de biens immeubles — Recettes affectées***

| Estimation 2027 | Estimation 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| p.m. | p.m. | 4 472 666,72 |

*Commentaires*

Conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier, ces recettes sont considérées comme affectées et donnent lieu à l'ouverture de crédits supplémentaires à inscrire aux lignes qui ont supporté la dépense initiale ayant donné lieu aux recettes correspondantes.

Le détail des dépenses et des recettes résultant de prêts ou de locations ou de la fourniture de services sous ce poste est indiqué dans une annexe du présent budget.

**CHAPITRE 3 2 — RECETTES PROVENANT DU PRODUIT DE FOURNITURES ET DE PRESTATIONS DE SERVICES ET DE TRAVAUX — RECETTES AFFECTÉES**

***3 2 0 Recettes provenant du produit de fournitures et de prestations de services et de travaux — Recettes affectées***

3 2 0 2 Recettes provenant du produit de fournitures et de prestations de services et de travaux pour les autres institutions, organes et organismes de l'Union — Recettes affectées

| Estimation 2027 | Estimation 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| p.m. | p.m. | 17 476 361,97 |

*Commentaires*

Conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier, ces recettes sont considérées comme affectées et donnent lieu à l'ouverture de crédits supplémentaires à inscrire aux lignes qui ont supporté la dépense initiale ayant donné lieu aux recettes correspondantes.

Ce poste est destiné à accueillir les recettes liées au remboursement des dépenses sociales exposées pour le compte d'une autre institution.

PARLEMENT EUROPÉEN

**CHAPITRE 3 2 — RECETTES PROVENANT DU PRODUIT DE FOURNITURES ET DE PRESTATIONS DE SERVICES ET DE TRAVAUX — RECETTES AFFECTÉES** *(suite)*

***3 2 1 Remboursement des indemnités de mission par les autres institutions ou organismes — Recettes affectées***

| Estimation 2027 | Estimation 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| p.m. | p.m. | 0,— |

*Commentaires*

Conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier, ces recettes sont considérées comme affectées et donnent lieu à l'ouverture de crédits supplémentaires à inscrire aux lignes qui ont supporté la dépense initiale ayant donné lieu aux recettes correspondantes.

Cet article est destiné à accueillir les recettes liées au remboursement des dépenses sociales exposées pour le compte d'une autre institution.

***3 2 2 Recettes provenant de tiers pour la fourniture de biens ou de services, ou l'exécution de travaux — Recettes affectées***

| Estimation 2027 | Estimation 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| p.m. | p.m. | 4 207 803,85 |

*Commentaires*

Conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier, ces recettes sont considérées comme affectées et donnent lieu à l'ouverture de crédits supplémentaires à inscrire aux lignes qui ont supporté la dépense initiale ayant donné lieu aux recettes correspondantes.

**CHAPITRE 3 3 — AUTRES RECETTES ADMINISTRATIVES**

***3 3 0 Restitution des sommes qui ont été indûment payées — Recettes affectées***

| Estimation 2027 | Estimation 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| p.m. | p.m. | 10 742 860,59 |

*Commentaires*

Conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier, ces recettes sont considérées comme affectées et donnent lieu à l'ouverture de crédits supplémentaires à inscrire aux lignes qui ont supporté la dépense initiale ayant donné lieu aux recettes correspondantes.

**CHAPITRE 3 3 — AUTRES RECETTES ADMINISTRATIVES** *(suite)*

### *3 3 1 Recettes correspondant à une destination déterminée (revenus de fondations, subventions, dons et legs) — Recettes affectées*

| Estimation 2027 | Estimation 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| p.m. | p.m. | 0,— |

*Commentaires*

Conformément à l'article 21, paragraphe 2, du règlement financier, ces recettes sont considérées comme affectées et donnent lieu à l'ouverture de crédits supplémentaires à inscrire aux lignes qui ont supporté la dépense initiale ayant donné lieu aux recettes correspondantes.

### *3 3 3 Indemnités d'assurances perçues — Recettes affectées*

| Estimation 2027 | Estimation 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| p.m. | p.m. | 39 535,77 |

*Commentaires*

Conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier, ces recettes sont considérées comme affectées et donnent lieu à l'ouverture de crédits supplémentaires à inscrire aux lignes qui ont supporté la dépense initiale ayant donné lieu aux recettes correspondantes.

Cet article est également destiné à comprendre le remboursement, par les assurances, des rémunérations des fonctionnaires impliqués dans des accidents.

### *3 3 8 Autres recettes provenant de la gestion administrative — Recettes affectées*

| Estimation 2027 | Estimation 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| p.m. | p.m. | 0,— |

*Commentaires*

Le présent article est destiné à accueillir les autres contributions et restitutions liées au fonctionnement administratif du Parlement européen.

Conformément à l'article 21 du règlement financier, ces recettes sont considérées comme affectées et donnent lieu à l'ouverture de crédits supplémentaires à inscrire aux lignes qui ont supporté la dépense initiale ayant donné lieu aux recettes correspondantes.

### *3 3 9 Autres recettes provenant de la gestion administrative*

| Estimation 2027 | Estimation 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| p.m. | 1 000 | 1 070 972,94 |

PARLEMENT EUROPÉEN

**CHAPITRE 3 3 — AUTRES RECETTES ADMINISTRATIVES** *(suite)*

***3 3 9*** *(suite)*

*Commentaires*

Cet article est destiné à accueillir les autres recettes provenant de la gestion administrative.

Le détail des dépenses et des recettes résultant de prêts ou de locations ou de la fourniture de services sous cet article est indiqué dans une annexe du présent budget.

PARLEMENT EUROPÉEN

# TITRE 4

# PRODUIT FINANCIER, INTÉRÊTS DE RETARD ET AMENDES

## CHAPITRE 4 0 — REVENUS DES FONDS PLACÉS ET DES COMPTES

| Article<br>Poste | Intitulé | Estimation 2027 | Estimation 2026 | Exécution 2025 | % 2025/2027 |
|---|---|---|---|---|---|
| | CHAPITRE 4 0 | | | | |
| ***4 0 0*** | ***Revenus des fonds placés ou prêtés et des comptes bancaires*** | p.m. | p.m. | 3 595 888,46 | |
| | CHAPITRE 4 0 — TOTAL | p.m. | p.m. | 3 595 888,46 | |
| | **Titre 4 — Total** | **p.m.** | **p.m.** | **3 595 888,46** | |

PARLEMENT EUROPÉEN

# TITRE 4

# PRODUIT FINANCIER, INTÉRÊTS DE RETARD ET AMENDES

## CHAPITRE 4 0 — REVENUS DES FONDS PLACÉS ET DES COMPTES

### *4 0 0 Revenus des fonds placés ou prêtés et des comptes bancaires*

| Estimation 2027 | Estimation 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| p.m. | p.m. | 3 595 888,46 |

*Commentaires*

Cet article est destiné à accueillir les recettes provenant des revenus des fonds placés ou prêtés et des intérêts bancaires et autres perçus sur les comptes du Parlement européen.

PARLEMENT EUROPÉEN

# TITRE 6

# RECETTES, CONTRIBUTIONS ET RESTITUTIONS LIÉES AUX POLITIQUES DE L'UNION

## CHAPITRE 6 6 — AUTRES CONTRIBUTIONS ET RESTITUTIONS

| Article Poste | Intitulé | Estimation 2027 | Estimation 2026 | Exécution 2025 | % 2025/2027 |
|---|---|---|---|---|---|
| | CHAPITRE 6 6 | | | | |
| ***6 6 8*** | ***Autres contributions et restitutions — Recettes affectées*** | p.m. | p.m. | 0,— | |
| | CHAPITRE 6 6 — TOTAL | p.m. | p.m. | 0,— | |
| | **Titre 6 — Total** | **p.m.** | **p.m.** | **0,—** | |

PARLEMENT EUROPÉEN

# TITRE 6

# RECETTES, CONTRIBUTIONS ET RESTITUTIONS LIÉES AUX POLITIQUES DE L'UNION

## CHAPITRE 6 6 — AUTRES CONTRIBUTIONS ET RESTITUTIONS

### *6 6 8 Autres contributions et restitutions — Recettes affectées*

| Estimation 2027 | Estimation 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| p.m. | p.m. | 0,— |

*Commentaires*

Cet article est destiné à accueillir, conformément à l'article 21 du règlement financier, les recettes éventuelles non prévues dans les autres parties du titre 6 et qui donnent lieu à l'ouverture de crédits supplémentaires destinés à financer les dépenses auxquelles ces recettes sont affectées.

PARLEMENT EUROPÉEN

# DÉPENSES

## Récapitulation générale des crédits (2027 et 2026) et de l'exécution (2025)

| Titre Chapitre | Intitulé | Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|---|---|
| **1** | **PERSONNES LIÉES À L'INSTITUTION** | | | |
| 1 0 | MEMBRES DE L'INSTITUTION | 249 168 000 | 248 034 410 | 244 851 990,13 |
| 1 2 | FONCTIONNAIRES ET AGENTS TEMPORAIRES | 1 002 144 821 | 963 292 196 | 909 804 234,— |
| 1 4 | AUTRES PERSONNELS ET PRESTATIONS EXTERNES | 258 258 656 | 254 179 581 | 241 312 646,52 |
| 1 6 | AUTRES DÉPENSES CONCERNANT LES PERSONNES LIÉES À L'INSTITUTION | 32 088 533 | 29 619 939 | 27 715 019,98 |
| | **Titre 1 — Total** | **1 541 660 010** | **1 495 126 126** | **1 423 683 890,63** |
| **2** | **IMMEUBLES, MOBILIER, ÉQUIPEMENT ET DÉPENSES DIVERSES DE FONCTIONNEMENT** | | | |
| 2 0 | IMMEUBLES ET FRAIS ACCESSOIRES | 248 674 000 | 250 475 000 | 245 506 087,98 |
| 2 1 | INFORMATIQUE, ÉQUIPEMENT ET MOBILIER | 238 868 500 | 231 968 000 | 266 501 082,14 |
| 2 3 | DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF COURANT | 12 333 500 | 7 388 000 | 5 667 496,97 |
| | **Titre 2 — Total** | **499 876 000** | **489 831 000** | **517 674 667,09** |
| **3** | **DÉPENSES RÉSULTANT DE L'EXERCICE PAR L'INSTITUTION DE SES MISSIONS GÉNÉRALES** | | | |
| 3 0 | RÉUNIONS ET CONFÉRENCES | 41 802 933 | 37 728 429 | 36 819 324,23 |
| 3 2 | EXPERTISE ET INFORMATION: ACQUISITION, ARCHIVAGE, PRODUCTION ET DIFFUSION | 154 320 800 | 154 570 519 | 154 507 018,46 |
| | **Titre 3 — Total** | **196 123 733** | **192 298 948** | **191 326 342,69** |
| **4** | **DÉPENSES RÉSULTANT DE L'EXERCICE PAR L'INSTITUTION DE MISSIONS SPÉCIFIQUES** | | | |
| 4 0 | DÉPENSES PARTICULIÈRES DE CERTAINES INSTITUTIONS ET DE CERTAINS ORGANES | 148 300 000 | 146 800 000 | 132 308 506,75 |
| 4 2 | DÉPENSES RELATIVES À L'ASSISTANCE PARLEMENTAIRE | 263 606 627 | 273 732 353 | 252 014 167,60 |

PARLEMENT EUROPÉEN

| Titre Chapitre | Intitulé | Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|---|---|
| 4 4 | RÉUNIONS ET AUTRES ACTIVITÉS DES DÉPUTÉS ET ANCIENS DÉPUTÉS | 654 900 | 632 000 | 620 000,— |
| | **Titre 4 — Total** | **412 561 527** | **421 164 353** | **384 942 674,35** |
| **5** | **L'AUTORITÉ POUR LES PARTIS POLITIQUES EUROPÉENS ET LES FONDATIONS POLITIQUES EUROPÉENNES ET LE COMITÉ DE PERSONNALITÉS ÉMINENTES INDÉPENDANTES** | | | |
| 5 0 | DÉPENSES DE L'AUTORITÉ POUR LES PARTIS POLITIQUES EUROPÉENS ET LES FONDATIONS POLITIQUES EUROPÉENNES ET DU COMITÉ DE PERSONNALITÉS ÉMINENTES INDÉPENDANTES | 444 483 | 436 160 | 139 732,56 |
| | **Titre 5 — Total** | **444 483** | **436 160** | **139 732,56** |
| **10** | **AUTRES DÉPENSES** | | | |
| 10 0 | CRÉDITS PROVISIONNELS | p.m. | p.m. | 0,— |
| 10 1 | RÉSERVE POUR IMPRÉVUS | 5 770 000 | 6 000 000 | 0,— |
| 10 3 | RÉSERVE POUR L'ÉLARGISSEMENT | p.m. | p.m. | 0,— |
| 10 4 | RÉSERVE POUR LA POLITIQUE D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION | p.m. | p.m. | 0,— |
| 10 5 | CRÉDIT PROVISIONNEL POUR LES BIENS IMMOBILIERS | p.m. | p.m. | 0,— |
| 10 6 | RÉSERVE POUR PROJETS PRIORITAIRES EN COURS DE DÉVELOPPEMENT | p.m. | p.m. | 0,— |
| 10 8 | RÉSERVE EMAS | p.m. | p.m. | 0,— |
| | **Titre 10 — Total** | **5 770 000** | **6 000 000** | **0,—** |
| | **TOTAL GÉNÉRAL** | **2 656 435 753** | **2 604 856 587** | **2 517 767 307,32** |

# TITRE 1

# PERSONNES LIÉES À L'INSTITUTION

## CHAPITRE 1 0 — MEMBRES DE L'INSTITUTION

| Article Poste | Intitulé | Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 | % 2025/2027 |
|---|---|---|---|---|---|
| | CHAPITRE 1 0 | | | | |
| ***1 0 0*** | ***Indemnités et allocations*** | | | | |
| 1 0 0 0 | Indemnités | | | | |
| | Crédits non dissociés | 100 810 000 | 98 955 941 | 94 921 191,75 | 94,16 |
| 1 0 0 4 | Frais de voyage ordinaires | | | | |
| | Crédits non dissociés | 80 010 000 | 79 160 000 | 76 700 000,— | 95,86 |
| 1 0 0 5 | Autres frais de voyage | | | | |
| | Crédits non dissociés | 5 460 000 | 5 260 000 | 5 300 000,— | 97,07 |
| 1 0 0 6 | Indemnité de frais généraux | | | | |
| | Crédits non dissociés | 44 410 000 | 44 410 000 | 42 558 320,34 | 95,83 |
| 1 0 0 7 | Indemnités de fonctions | | | | |
| | Crédits non dissociés | 220 000 | 219 000 | 208 197,94 | 94,64 |
| | *Article 1 0 0 — Total* | 230 910 000 | 228 004 941 | 219 687 710,03 | 95,14 |
| ***1 0 1*** | ***Couverture des risques d'accident, de maladie et autres interventions sociales*** | | | | |
| 1 0 1 0 | Couverture des risques d'accident et de maladie et autres charges sociales | | | | |
| | Crédits non dissociés | 3 448 000 | 3 142 000 | 3 420 720,— | 99,21 |
| 1 0 1 2 | Interventions spécifiques en faveur des députés handicapés | | | | |
| | Crédits non dissociés | 500 000 | 700 000 | 190 000,— | 38 |
| | *Article 1 0 1 — Total* | 3 948 000 | 3 842 000 | 3 610 720,— | 91,46 |
| ***1 0 2*** | ***Indemnités transitoires*** | | | | |
| | Crédits non dissociés | 1 310 000 | 2 242 491 | 10 311 013,32 | 787,10 |
| ***1 0 3*** | ***Pensions*** | | | | |
| 1 0 3 0 | Pensions d'ancienneté (FID) | | | | |
| | Crédits non dissociés | 10 700 000 | 11 077 000 | 9 019 149,06 | 84,29 |
| 1 0 3 1 | Pensions d'invalidité (FID) | | | | |
| | Crédits non dissociés | p.m. | 100 015 | 23 426,36 | |

PARLEMENT EUROPÉEN

**CHAPITRE 1 0 — MEMBRES DE L'INSTITUTION** *(suite)*
**CHAPITRE 1 2 — FONCTIONNAIRES ET AGENTS TEMPORAIRES**

| Article Poste | Intitulé | Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 | % 2025/2027 |
|---|---|---|---|---|---|
| **1 0 3** | *(suite)* | | | | |
| 1 0 3 2 | Pensions de survie (FID) | | | | |
| | Crédits non dissociés | 1 930 000 | 2 117 963 | 1 849 971,36 | 95,85 |
| 1 0 3 3 | Régime de pension volontaire des députés | | | | |
| | Crédits non dissociés | p.m. | p.m. | 0,— | |
| | *Article 1 0 3 — Total* | 12 630 000 | 13 294 978 | 10 892 546,78 | 86,24 |
| ***1 0 5*** | ***Cours de langues et d'informatique*** | | | | |
| | Crédits non dissociés | 370 000 | 650 000 | 350 000,— | 94,59 |
| | CHAPITRE 1 0 — TOTAL | 249 168 000 | 248 034 410 | 244 851 990,13 | 98,27 |
| | CHAPITRE 1 2 | | | | |
| ***1 2 0*** | ***Rémunération et autres droits*** | | | | |
| 1 2 0 0 | Rémunérations et indemnités | | | | |
| | Crédits non dissociés | 992 547 803 | 954 438 964 | 901 091 965,99 | 90,79 |
| 1 2 0 2 | Heures supplémentaires rémunérées | | | | |
| | Crédits non dissociés | 47 018 | 56 453 | 52 584,— | 111,84 |
| 1 2 0 4 | Droits liés à la prise de fonctions, mutation, cessation de fonctions | | | | |
| | Crédits non dissociés | 4 400 000 | 4 100 000 | 4 779 912,— | 108,63 |
| | *Article 1 2 0 — Total* | 996 994 821 | 958 595 417 | 905 924 461,99 | 90,87 |
| ***1 2 2*** | ***Indemnités après cessation anticipée de fonctions*** | | | | |
| 1 2 2 0 | Indemnités en cas de retrait d'emploi et congés dans l'intérêt du service | | | | |
| | Crédits non dissociés | 5 150 000 | 4 696 779 | 3 879 772,01 | 75,34 |
| 1 2 2 2 | Indemnités pour cessation définitive de fonctions et système spécial de retraite pour les fonctionnaires et agents temporaires | | | | |
| | Crédits non dissociés | p.m. | p.m. | 0,— | |
| | *Article 1 2 2 — Total* | 5 150 000 | 4 696 779 | 3 879 772,01 | 75,34 |
| | CHAPITRE 1 2 — TOTAL | 1 002 144 821 | 963 292 196 | 909 804 234,— | 90,79 |

## CHAPITRE 1 4 — AUTRES PERSONNELS ET PRESTATIONS EXTERNES
## CHAPITRE 1 6 — AUTRES DÉPENSES CONCERNANT LES PERSONNES LIÉES À L'INSTITUTION

| Article Poste | Intitulé | Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 | % 2025/2027 |
|---|---|---|---|---|---|
| | CHAPITRE 1 4 | | | | |
| ***1 4 0*** | ***Autres agents et personnes externes*** | | | | |
| 1 4 0 0 | Autres agents — Secrétariat général et groupes politiques | | | | |
| | Crédits non dissociés | 99 868 217 | 98 981 249 | 90 478 076,33 | 90,60 |
| 1 4 0 1 | Autres agents — Sécurité | | | | |
| | Crédits non dissociés | 56 990 343 | 56 656 074 | 50 583 409,22 | 88,76 |
| 1 4 0 2 | Autres agents — Chauffeurs au secrétariat général | | | | |
| | Crédits non dissociés | 10 598 458 | 10 115 812 | 9 500 094,18 | 89,64 |
| 1 4 0 4 | Stagiaires, experts nationaux détachés, échanges de fonctionnaires et visites d'études | | | | |
| | Crédits non dissociés | 17 426 638 | 15 602 527 | 13 430 271,32 | 77,07 |
| 1 4 0 5 | Dépenses d'interprétation | | | | |
| | Crédits non dissociés | 64 350 000 | 63 587 919 | 70 670 882,15 | 109,82 |
| 1 4 0 6 | Observateurs | | | | |
| | Crédits non dissociés | p.m. | p.m. | 0,— | |
| | *Article 1 4 0 — Total* | 249 233 656 | 244 943 581 | 234 662 733,20 | 94,15 |
| ***1 4 2*** | ***Services de traduction externes*** | | | | |
| | Crédits non dissociés | 9 025 000 | 9 236 000 | 6 649 913,32 | 73,68 |
| | CHAPITRE 1 4 — TOTAL | 258 258 656 | 254 179 581 | 241 312 646,52 | 93,44 |
| | CHAPITRE 1 6 | | | | |
| ***1 6 1*** | ***Dépenses liées à la gestion du personnel*** | | | | |
| 1 6 1 0 | Frais de recrutement | | | | |
| | Crédits non dissociés | 472 000 | 496 600 | 235 919,27 | 49,98 |
| 1 6 1 2 | Apprentissage et développement | | | | |
| | Crédits non dissociés | 9 041 533 | 8 958 400 | 8 585 222,39 | 94,95 |
| | *Article 1 6 1 — Total* | 9 513 533 | 9 455 000 | 8 821 141,66 | 92,72 |
| ***1 6 3*** | ***Interventions en faveur du personnel de l'institution*** | | | | |
| 1 6 3 0 | Service social | | | | |
| | Crédits non dissociés | 348 000 | 350 000 | 155 880,41 | 44,79 |

**CHAPITRE 1 6 — AUTRES DÉPENSES CONCERNANT LES PERSONNES LIÉES À L'INSTITUTION** *(suite)*

| Article Poste | Intitulé | Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 | % 2025/2027 |
|---|---|---|---|---|---|
| **1 6 3** | *(suite)* | | | | |
| 1 6 3 1 | Mobilité | | | | |
| | Crédits non dissociés | 3 100 000 | 2 110 000 | 2 710 000,— | 87,42 |
| 1 6 3 2 | Relations sociales entre les membres du personnel et autres interventions sociales | | | | |
| | Crédits non dissociés | 296 000 | 290 200 | 107 396,29 | 36,28 |
| | *Article 1 6 3 — Total* | 3 744 000 | 2 750 200 | 2 973 276,70 | 79,41 |
| ***1 6 5*** | ***Activités concernant l'ensemble des personnes liées à l'institution*** | | | | |
| 1 6 5 0 | Santé, sécurité et inclusion | | | | |
| | Crédits non dissociés | 3 909 000 | 3 615 219 | 3 032 033,57 | 77,57 |
| 1 6 5 2 | Frais de restauration | | | | |
| | Crédits non dissociés | 1 000 000 | 800 000 | 1 302 651,05 | 130,27 |
| 1 6 5 4 | Structures de garde d'enfants | | | | |
| | Crédits non dissociés | 11 761 000 | 11 751 520 | 9 237 967,— | 78,55 |
| 1 6 5 5 | Contribution du Parlement européen aux Écoles européennes de type II accréditées | | | | |
| | Crédits non dissociés | 2 161 000 | 1 248 000 | 2 347 950,— | 108,65 |
| | *Article 1 6 5 — Total* | 18 831 000 | 17 414 739 | 15 920 601,62 | 84,54 |
| | CHAPITRE 1 6 — TOTAL | 32 088 533 | 29 619 939 | 27 715 019,98 | 86,37 |
| | **Titre 1 — Total** | **1 541 660 010** | **1 495 126 126** | **1 423 683 890,63** | **92,35** |

# TITRE 1

# PERSONNES LIÉES À L'INSTITUTION

## CHAPITRE 1 0 — MEMBRES DE L'INSTITUTION

### *1 0 0 Indemnités et allocations*

1 0 0 0 Indemnités

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 100 810 000 | 98 955 941 | 94 921 191,75 |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir le financement de l'indemnité prévue par le statut des députés.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 5 000 EUR.

*Bases légales*

Statut des députés au Parlement européen, et notamment ses articles 9 et 10.

Mesures d'application du statut des députés au Parlement européen, et notamment leurs articles 1er et 2.

1 0 0 4 Frais de voyage ordinaires

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 80 010 000 | 79 160 000 | 76 700 000,— |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir le remboursement des frais de voyage et de séjour liés aux voyages à destination et en provenance des lieux de travail et autres missions.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 25 000 EUR.

*Bases légales*

Statut des députés au Parlement européen, et notamment son article 20.

PARLEMENT EUROPÉEN

**CHAPITRE 1 0 — MEMBRES DE L'INSTITUTION** *(suite)*

***1 0 0*** *(suite)*

1 0 0 4 *(suite)*

Mesures d'application du statut des députés au Parlement européen, et notamment leurs articles 10 à 21 et 24.

1 0 0 5 Autres frais de voyage

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 5 460 000 | 5 260 000 | 5 300 000,— |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné au remboursement des frais de voyage complémentaires et des frais de voyage effectués dans l'État membre d'élection.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 1 000 EUR.

*Bases légales*

Statut des députés au Parlement européen, et notamment son article 20.

Mesures d'application du statut des députés au Parlement européen, et notamment leurs articles 22 et 23.

1 0 0 6 Indemnité de frais généraux

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 44 410 000 | 44 410 000 | 42 558 320,34 |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir les frais résultant des activités parlementaires des députés, en conformité avec les mesures d'application du statut des députés au Parlement européen.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 90 000 EUR.

**CHAPITRE 1 0 — MEMBRES DE L'INSTITUTION** *(suite)*

***1 0 0*** *(suite)*

1 0 0 6 *(suite)*

*Bases légales*

Statut des députés au Parlement européen, et notamment son article 20.

Mesures d'application du statut des députés au Parlement européen, et notamment leurs articles 43 à 47.

1 0 0 7 Indemnités de fonctions

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 220 000 | 219 000 | 208 197,94 |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir les indemnités forfaitaires de séjour et de représentation liées aux fonctions du président du Parlement européen.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 100 EUR.

*Bases légales*

Statut des députés au Parlement européen, et notamment son article 20.

Décision du Bureau du Parlement européen du 17 juin 2009.

***1 0 1*** ***Couverture des risques d'accident, de maladie et autres interventions sociales***

1 0 1 0 Couverture des risques d'accident et de maladie et autres charges sociales

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 3 448 000 | 3 142 000 | 3 420 720,— |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir les risques d'accident, le remboursement des frais médicaux des députés et les risques de pertes et vols des effets et objets personnels des députés.

PARLEMENT EUROPÉEN

**CHAPITRE 1 0 — MEMBRES DE L'INSTITUTION** *(suite)*

***1 0 1*** *(suite)*

1 0 1 0 *(suite)*

Il est également destiné à assurer et à assister les députés lors d'un voyage financé par le Parlement européen ou par un groupe politique, en raison d'une maladie grave, d'un accident ou d'imprévus empêchant le bon déroulement du voyage. Cette assistance comprend l'organisation du rapatriement du député et la prise en charge des frais y afférents.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 200 000 EUR.

*Bases légales*

Statut des députés au Parlement européen, et notamment ses articles 18 et 19.

Mesures d'application du statut des députés au Parlement européen, et notamment leurs articles 3 à 9 et 25.

Réglementation commune relative à la couverture des risques d'accident et de maladie professionnelle des fonctionnaires de l'Union européenne.

Réglementation commune relative à la couverture des risques de maladie des fonctionnaires des Communautés européennes.

Décision de la Commission portant fixation des dispositions générales d'exécution relatives au remboursement des frais médicaux.

1 0 1 2 Interventions spécifiques en faveur des députés handicapés

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 500 000 | 700 000 | 190 000,— |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir certaines dépenses nécessaires pour fournir une assistance à un député gravement handicapé.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 5 000 EUR.

*Bases légales*

Mesures d'application du statut des députés au Parlement européen, et notamment leur article 26.

**CHAPITRE 1 0 — MEMBRES DE L'INSTITUTION** *(suite)*

### *1 0 2 Indemnités transitoires*

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 1 310 000 | 2 242 491 | 10 311 013,32 |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir le financement de l'indemnité transitoire à l'issue du mandat d'un député.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 5 000 EUR.

*Bases légales*

Statut des députés au Parlement européen, et notamment son article 13.

Mesures d'application du statut des députés au Parlement européen, et notamment leurs articles 48 à 51 et 84.

### *1 0 3 Pensions*

1 0 3 0 Pensions d'ancienneté (FID)

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 10 700 000 | 11 077 000 | 9 019 149,06 |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir le versement d'une pension d'ancienneté après la cessation du mandat d'un député.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 150 000 EUR.

*Bases légales*

Mesures d'application du statut des députés au Parlement européen, et notamment leur article 82, et l'annexe III de la réglementation concernant les frais et indemnités des députés au Parlement européen («réglementation FID»).

PARLEMENT EUROPÉEN

**CHAPITRE 1 0 — MEMBRES DE L'INSTITUTION** *(suite)*

***1 0 3*** *(suite)*

1 0 3 1 Pensions d'invalidité (FID)

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| p.m. | 100 015 | 23 426,36 |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir le versement d'une pension en cas d'invalidité d'un député survenant en cours de mandat.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 5 000 EUR.

*Bases légales*

Mesures d'application du statut des députés au Parlement européen, et notamment leur article 82, et l'annexe II de la réglementation concernant les frais et indemnités des députés au Parlement européen («réglementation FID»).

1 0 3 2 Pensions de survie (FID)

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 1 930 000 | 2 117 963 | 1 849 971,36 |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir le versement d'une pension de survie ou d'orphelin en cas de décès d'un ancien député.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 15 000 EUR.

*Bases légales*

Mesures d'application du statut des députés au Parlement européen, et notamment leur article 82, et l'annexe I de la réglementation concernant les frais et indemnités des députés au Parlement européen («réglementation FID»).

**CHAPITRE 1 0 — MEMBRES DE L'INSTITUTION** *(suite)*

***1 0 3*** *(suite)*

1 0 3 3 Régime de pension volontaire des députés

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| p.m. | p.m. | 0,— |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir la quote-part du Parlement européen dans le régime de pension complémentaire volontaire des députés.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 500 EUR.

*Bases légales*

Statut des députés au Parlement européen, et notamment son article 27.

Mesures d'application du statut des députés au Parlement européen, et notamment leur article 83, et l'annexe VII de la réglementation concernant les frais et indemnités des députés au Parlement européen («réglementation FID»).

***1 0 5*** ***Cours de langues et d'informatique***

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 370 000 | 650 000 | 350 000,— |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir les frais de cours de langues et de cours d'informatique pour les députés.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 100 EUR.

*Bases légales*

Mesures d'application du statut des députés au Parlement européen, et notamment leur article 42.

Décision du Bureau du Parlement européen du 23 octobre 2017 relative aux cours de langue et d'informatique pour les députés.

PARLEMENT EUROPÉEN

## CHAPITRE 1 2 — FONCTIONNAIRES ET AGENTS TEMPORAIRES

### *1 2 0 Rémunération et autres droits*

1 2 0 0 Rémunérations et indemnités

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 992 547 803 | 954 438 964 | 901 091 965,99 |

*Commentaires*

Ce crédit est principalement destiné à couvrir, pour les fonctionnaires et agents temporaires occupant un emploi prévu au tableau des effectifs:

— les traitements, indemnités et allocations liées aux traitements,

— les risques de maladie, d'accident et de maladie professionnelle et autres charges sociales,

— les indemnités forfaitaires pour heures supplémentaires,

— les allocations et indemnités diverses,

— le paiement des frais de voyage pour le fonctionnaire ou l'agent temporaire, pour son conjoint et pour les personnes à sa charge, du lieu d'affectation au lieu d'origine,

— l'incidence des coefficients correcteurs applicables à la rémunération et à la partie des émoluments transférée dans un pays autre que celui du lieu d'affectation,

— le risque de chômage des agents temporaires ainsi que les versements à effectuer par le Parlement européen en faveur des agents temporaires afin de constituer ou de maintenir leurs droits à pension dans leur pays d'origine.

Ce crédit est également destiné à couvrir les primes d'assurance «accidents activités sportives» pour les utilisateurs des centres sportifs du Parlement européen à Bruxelles, à Luxembourg et à Strasbourg.

Ce crédit comprend une enveloppe de 654 619 EUR relative au personnel de l'Autorité pour les partis politiques européens et les fondations politiques européennes.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 450 000 EUR.

*Bases légales*

Statut des fonctionnaires de l'Union européenne.

Régime applicable aux autres agents de l'Union européenne.

**CHAPITRE 1 2 — FONCTIONNAIRES ET AGENTS TEMPORAIRES** *(suite)*

***1 2 0*** *(suite)*

1 2 0 2 Heures supplémentaires rémunérées

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 47 018 | 56 453 | 52 584,— |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné au paiement des heures supplémentaires dans les conditions prévues par la base juridique.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 100 EUR.

*Bases légales*

Statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et notamment son article 56 et son annexe VI.

Régime applicable aux autres agents de l'Union européenne.

1 2 0 4 Droits liés à la prise de fonctions, mutation, cessation de fonctions

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 4 400 000 | 4 100 000 | 4 779 912,— |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir:

— les frais de voyage dus aux fonctionnaires et aux agents temporaires (les membres de la famille compris) à l'occasion de l'entrée en fonctions, du départ ou d'une mutation impliquant un changement de lieu d'affectation,

— les indemnités d'installation et de réinstallation et les frais de déménagement dus aux fonctionnaires et aux agents temporaires tenus de changer de résidence après leur entrée en fonctions ou lors de leur affectation à un nouveau lieu de service ainsi que lors de la cessation définitive des fonctions au Parlement européen suivie d'une réinstallation dans une autre localité,

— les indemnités journalières dues aux fonctionnaires et aux agents temporaires qui justifient d'être obligés de changer de résidence lors de leur entrée en fonctions ou lors de leur affectation à un nouveau lieu de service,

— l'indemnité de licenciement pour un(e) fonctionnaire stagiaire licencié(e) en cas d'inaptitude manifeste,

**CHAPITRE 1 2 — FONCTIONNAIRES ET AGENTS TEMPORAIRES** *(suite)*

***1 2 0*** *(suite)*

1 2 0 4 *(suite)*

— l'indemnité de résiliation du contrat d'un agent temporaire par le Parlement européen,

— la différence entre les cotisations versées par le personnel contractuel à un régime de pension d'un État membre et celles dues au régime communautaire en cas de requalification d'un contrat.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 100 EUR.

*Bases légales*

Statut des fonctionnaires de l'Union européenne.

Régime applicable aux autres agents de l'Union européenne.

***1 2 2*** ***Indemnités après cessation anticipée de fonctions***

1 2 2 0 Indemnités en cas de retrait d'emploi et congés dans l'intérêt du service

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 5 150 000 | 4 696 779 | 3 879 772,01 |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir les indemnités à verser:

— aux fonctionnaires mis en disponibilité à la suite d'une mesure de réduction du nombre des emplois dans le Parlement européen,

— aux fonctionnaires mis en congé pour des besoins organisationnels liés à l'acquisition de nouvelles compétences au sein du Parlement européen,

— aux fonctionnaires et agents temporaires d'encadrement des groupes politiques occupant un emploi des grades AD 16 et AD 15 retirés dans l'intérêt du service.

Il couvre également la quote-part patronale de l'assurance contre les risques de maladie et l'incidence des coefficients correcteurs applicables à ces indemnités (à l'exception des bénéficiaires de l'article 42 *quater* du statut, qui n'ont pas droit au coefficient correcteur).

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 100 EUR.

**CHAPITRE 1 2 — FONCTIONNAIRES ET AGENTS TEMPORAIRES** *(suite)*

***1 2 2*** *(suite)*

1 2 2 0 *(suite)*

*Bases légales*

Statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et notamment ses articles 41, 42 *quater,* 50 et son annexe IV ainsi que l'article 48 *bis* du régime applicable aux autres agents de l'Union européenne.

1 2 2 2 Indemnités pour cessation définitive de fonctions et système spécial de retraite pour les fonctionnaires et agents temporaires

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| p.m. | p.m. | 0,— |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir:

— les indemnités à verser en application du statut des fonctionnaires ou des règlements (CE, Euratom, CECA) nº 2689/95 et (CE, Euratom) nº 1748/2002 du Conseil,

— la quote-part patronale dans l'assurance contre les risques de maladie des bénéficiaires des indemnités,

— l'incidence des coefficients correcteurs applicables aux diverses indemnités.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 100 EUR.

*Bases légales*

Statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et notamment ses articles 64 et 72.

Règlement (CE, Euratom, CECA) nº 2689/95 du Conseil du 17 novembre 1995 instituant, à l'occasion de l'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède, des mesures particulières de cessation des fonctions d'agents temporaires des Communautés européennes (JO L 280 du 23.11.1995, p. 4, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/1995/2689/oj).

Règlement (CE, Euratom) nº 1748/2002 du Conseil du 30 septembre 2002 instituant, dans le cadre de la modernisation de l'institution, des mesures particulières concernant la cessation définitive de fonctions de fonctionnaires des Communautés européennes nommés dans un emploi permanent du Parlement européen et d'agents temporaires des groupes politiques du Parlement européen (JO L 264 du 2.10.2002, p. 9, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2002/1748/oj).

PARLEMENT EUROPÉEN

## CHAPITRE 1 4 — AUTRES PERSONNELS ET PRESTATIONS EXTERNES

### *1 4 0 Autres agents et personnes externes*

1 4 0 0 Autres agents — Secrétariat général et groupes politiques

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 99 868 217 | 98 981 249 | 90 478 076,33 |

*Commentaires*

Ce crédit est principalement destiné à couvrir les dépenses suivantes:

— les rémunérations, y compris les allocations et indemnités, des autres agents, y compris les agents contractuels et les conseillers spéciaux (au sens du régime applicable aux autres agents de l'Union européenne), les cotisations de l'employeur aux différents régimes de sécurité sociale, pour l'essentiel communautaire, et l'incidence des coefficients correcteurs applicables aux rémunérations de ces agents,

— l'emploi de personnel intérimaire.

Sont exclues de ce crédit les dépenses relatives:

— aux autres agents affectés à la direction générale en charge de la sécurité et exerçant des fonctions relatives à la sécurité des personnes et des biens, à la sécurité de l'information ainsi qu'à l'évaluation des risques,

— aux autres agents exerçant les fonctions de chauffeur au secrétariat général.

Une partie de ce crédit doit être utilisée pour le recrutement d'agents contractuels handicapés conformément à la décision du Bureau du Parlement européen des 7 et 9 juillet 2008.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 7 020 000 EUR.

Ce crédit comprend une enveloppe de 435 713 EUR relative au personnel de l'Autorité pour les partis politiques européens et les fondations politiques européennes.

*Bases légales*

Régime applicable aux autres agents de l'Union européenne (titres IV, V et VI).

Dispositions générales d'exécution relatives aux concours et sélections, au recrutement et au classement des fonctionnaires et des autres agents du Parlement européen (décision du secrétaire général du Parlement européen du 17 octobre 2014).

**CHAPITRE 1 4 — AUTRES PERSONNELS ET PRESTATIONS EXTERNES** *(suite)*

***1 4 0*** *(suite)*

1 4 0 1 Autres agents — Sécurité

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 56 990 343 | 56 656 074 | 50 583 409,22 |

*Commentaires*

Ce crédit est principalement destiné à couvrir les dépenses pour les autres agents affectés à la direction générale en charge de la sécurité et exerçant des fonctions relatives à la sécurité des personnes et des biens, à la sécurité de l'information ainsi qu'à l'évaluation des risques.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 500 000 EUR.

*Bases légales*

Régime applicable aux autres agents de l'Union européenne (titre IV).

Dispositions générales d'exécution relatives aux concours et sélections, au recrutement et au classement des fonctionnaires et des autres agents du Parlement européen (décision du secrétaire général du Parlement européen du 17 octobre 2014).

1 4 0 2 Autres agents — Chauffeurs au secrétariat général

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 10 598 458 | 10 115 812 | 9 500 094,18 |

*Commentaires*

Ce crédit est principalement destiné à couvrir les dépenses relatives aux autres agents exerçant les fonctions de chauffeur au secrétariat général ou assurant la coordination de ceux-ci.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 100 EUR.

*Bases légales*

Régime applicable aux autres agents de l'Union européenne (titre IV).

Dispositions générales d'exécution relatives aux concours et sélections, au recrutement et au classement des fonctionnaires et des autres agents du Parlement européen (décision du secrétaire général du Parlement européen du 17 octobre 2014).

PARLEMENT EUROPÉEN

**CHAPITRE 1 4 — AUTRES PERSONNELS ET PRESTATIONS EXTERNES** *(suite)*

***1 4 0*** *(suite)*

1 4 0 4 Stagiaires, experts nationaux détachés, échanges de fonctionnaires et visites d'études

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 17 426 638 | 15 602 527 | 13 430 271,32 |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir:

— les rémunérations des stagiaires diplômés (bourses), y inclus les éventuelles allocations de foyer,

— les frais de voyage des stagiaires,

— la contribution au coût des déjeuners des stagiaires dans les cantines du Parlement européen,

— l'aide financière au logement pour les stagiaires affectés à Luxembourg,

— les frais supplémentaires directement liés à l'incapacité d'un stagiaire,

— les frais d'assurance maladie et de l'assurance accident pour les stagiaires,

— les frais relatifs à l'organisation de séances d'information ou de formation pour les stagiaires,

— le versement d'une subvention au Comité des stages Schuman,

— les actions de communication et de sensibilisation et le financement du réseau des anciens stagiaires,

— les frais relatifs à la mise à disposition de personnel entre le Parlement et les fonctions publiques des États membres, des pays candidats ou des organisations internationales spécifiés dans la réglementation,

— les frais relatifs au détachement d'experts nationaux auprès du Parlement européen, notamment leurs indemnités et leurs frais de voyage,

— les frais d'assurance accident pour les experts nationaux détachés,

— l'indemnisation des visites d'études et bourses d'étude,

— l'organisation d'actions de formation d'interprètes de conférence et de traducteurs, notamment en collaboration avec les écoles d'interprètes et des universités fournissant une formation en traduction, ainsi que l'octroi de bourses pour la formation et le perfectionnement professionnels d'interprètes et de traducteurs, l'achat de matériel didactique et les frais annexes,

— les frais relatifs à la création de solutions d'apprentissage à distance pour les agents interprètes de conférence, comme des cours en ligne sur des thèmes relatifs à des domaines d'activité parlementaire ou des compétences professionnelles ou le recrutement de formateurs pour les cours spécifiquement destinés aux agents interprètes de conférence.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 5 000 EUR.

**CHAPITRE 1 4 — AUTRES PERSONNELS ET PRESTATIONS EXTERNES** *(suite)*

***1 4 0*** *(suite)*

1 4 0 4 *(suite)*

*Bases légales*

Réglementation régissant la mise à disposition de fonctionnaires du Parlement européen et d'agents temporaires des groupes politiques auprès des administrations nationales, des organismes assimilés à ces dernières et des organisations internationales (décision du Bureau du Parlement européen du 7 mars 2005).

Règles internes relatives aux stages au secrétariat général du Parlement européen (décision du secrétaire général du Parlement européen du 29 avril 2021).

Réglementation régissant le détachement d'experts nationaux auprès du Parlement européen (décision du Bureau du Parlement européen du 22 novembre 2021).

1 4 0 5 Dépenses d'interprétation

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 64 350 000 | 63 587 919 | 70 670 882,15 |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses suivantes:

— les rétributions et indemnités assimilées, les cotisations sociales, les frais de voyage et les autres frais des agents interprètes de conférence recrutés par le Parlement européen pour des réunions organisées par le Parlement européen pour ses propres besoins ou le besoin d'autres institutions ou organismes, lorsque les prestations nécessaires ne peuvent pas être assurées par les interprètes du Parlement européen (fonctionnaires ou agents temporaires),

— les dépenses pour opérateurs, techniciens, personnel d'accueil et gestionnaires de conférence pour les réunions mentionnées ci-dessus, lorsque les prestations de service ne peuvent pas être assurées par des fonctionnaires, des agents temporaires ou autres agents du Parlement européen,

— les dépenses relatives aux contrats de services d'interprétation conclus par la DG LINC pour la prestation de services d'interprétation, y compris l'interprétation simultanée à distance, pour les réunions auxiliaires du Parlement européen ou demandées par d'autres institutions et entités autorisées à tenir des réunions dans les locaux du Parlement européen,

— les frais liés aux prestations fournies au Parlement européen par les interprètes d'autres institutions régionales, nationales ou internationales,

— les frais afférents à des activités liées à l'interprétation, notamment celles relatives à la préparation de réunions, de formations et de sélection des interprètes,

— les frais payés pour la gestion des paiements aux interprètes de conférence,

PARLEMENT EUROPÉEN

**CHAPITRE 1 4 — AUTRES PERSONNELS ET PRESTATIONS EXTERNES** *(suite)*

***1 4 0*** *(suite)*

1 4 0 5 *(suite)*

— les frais liés à la préservation et au développement des capacités d'interprétation externes ou des plans de disponibilité.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 2 600 000 EUR.

*Bases légales*

Statut des fonctionnaires de l'Union européenne.

Régime applicable aux autres agents de l'Union européenne.

Convention fixant les conditions de travail et le régime pécuniaire des agents interprètes de conférence (AIC) (et ses modalités d'application) établie le 28 juillet 1999, telle qu'annotée le 13 octobre 2004 et révisée le 31 juillet 2008.

1 4 0 6 Observateurs

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| p.m. | p.m. | 0,— |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir le paiement des frais liés aux observateurs, en vertu de l'article 13 du règlement intérieur du Parlement européen.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 100 EUR.

***1 4 2*** ***Services de traduction externes***

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 9 025 000 | 9 236 000 | 6 649 913,32 |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir les prestations de traduction, de vérification rédactionnelle, de frappe, d'encodage et d'assistance technique effectuées par des tiers.

**CHAPITRE 1 4 — AUTRES PERSONNELS ET PRESTATIONS EXTERNES** *(suite)*

***1 4 2*** *(suite)*

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 50 000 EUR.

**CHAPITRE 1 6 — AUTRES DÉPENSES CONCERNANT LES PERSONNES LIÉES À L'INSTITUTION**

***1 6 1*** ***Dépenses liées à la gestion du personnel***

1 6 1 0 Frais de recrutement

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 472 000 | 496 600 | 235 919,27 |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir:

— les dépenses d'organisation des concours prévus à l'article 3 de la décision 2002/621/CE ainsi que les frais de voyage et de séjour des candidats convoqués aux épreuves d'un concours ou d'une procédure de sélection, à des entretiens d'embauche ou à des visites médicales d'embauche,

— les coûts de l'organisation et de la publicité des concours et des procédures de sélection du personnel et de la sensibilisation aux perspectives d'emploi offertes par le Parlement européen.

Dans des cas dûment motivés par des besoins fonctionnels, ce crédit peut être utilisé pour des concours et des procédures de sélection organisés par le Parlement européen lui-même.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 100 EUR.

*Bases légales*

Statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et notamment ses articles 27 à 31, son article 33 et son annexe III.

Décision 2002/620/CE du Parlement européen, du Conseil, de la Commission, de la Cour de justice, de la Cour des comptes, du Comité économique et social, du Comité des régions et du médiateur du 25 juillet 2002 portant création de l'Office de sélection du personnel des Communautés européennes (JO L 197 du 26.7.2002, p. 53, ELI: http://data.europa.eu/eli/dec/2002/620/oj) et décision 2002/621/CE des secrétaires généraux du Parlement européen, du Conseil, de la Commission, du greffier de la Cour de justice, des secrétaires généraux de la Cour des comptes, du Comité économique et social, du Comité des régions et du représentant du médiateur du 25 juillet 2002 concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Office de sélection du personnel des Communautés européennes (JO L 197 du 26.7.2002, p. 56, ELI: http://data.europa.eu/eli/dec/2002/621/oj).

PARLEMENT EUROPÉEN

**CHAPITRE 1 6 — AUTRES DÉPENSES CONCERNANT LES PERSONNES LIÉES À L'INSTITUTION** *(suite)*

***1 6 1*** *(suite)*

1 6 1 2 Apprentissage et développement

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 9 041 533 | 8 958 400 | 8 585 222,39 |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses relatives à la formation, dans le but d'améliorer les compétences du personnel et la performance et l'efficacité du Parlement européen, par exemple par des cours de langue pour les langues de travail officielles.

Il est également destiné à couvrir les dépenses afférentes aux autres formations destinées aux députés.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 1 700 EUR.

*Bases légales*

Statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et notamment son article 24 *bis*.

Régime applicable aux autres agents de l'Union européenne.

***1 6 3*** ***Interventions en faveur du personnel de l'institution***

1 6 3 0 Service social

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 348 000 | 350 000 | 155 880,41 |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir:

— les interventions en faveur des fonctionnaires et des agents se trouvant dans une situation particulièrement difficile,

— l'octroi d'une subvention en faveur du comité du personnel, du comité des assistants parlementaires accrédités et les menues dépenses des services médicaux. Les contributions ou prises en charge financées par le comité du personnel aux participants d'activités sociales viseront le financement d'activités présentant une dimension sociale, culturelle ou linguistique, mais elles ne comprendront pas d'aides individuelles à des agents ni à des ménages,

**CHAPITRE 1 6 — AUTRES DÉPENSES CONCERNANT LES PERSONNES LIÉES À L'INSTITUTION** *(suite)*

***1 6 3*** *(suite)*

1 6 3 0 *(suite)*

— d'autres actions à caractère social, au niveau institutionnel et interinstitutionnel, en faveur des fonctionnaires, des autres agents et des retraités.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 70 000 EUR.

*Bases légales*

Statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et notamment son article 9, paragraphe 3, troisième alinéa, et son article 76.

1 6 3 1 Mobilité

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 3 100 000 | 2 110 000 | 2 710 000,— |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses liées au plan de mobilité dans les différents lieux de travail.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 5 000 EUR.

1 6 3 2 Relations sociales entre les membres du personnel et autres interventions sociales

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 296 000 | 290 200 | 107 396,29 |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à encourager et à soutenir financièrement toute initiative destinée à promouvoir les relations sociales entre les agents des diverses nationalités, telle que les subventions aux clubs, aux cercles sportifs et culturels du personnel, ainsi qu'à apporter une contribution au coût d'une structure permanente de rencontre (activités culturelles et sportives, autres loisirs, restaurant) pour le temps libre.

Il couvre également la participation financière aux activités sociales interinstitutionnelles.

PARLEMENT EUROPÉEN

**CHAPITRE 1 6 — AUTRES DÉPENSES CONCERNANT LES PERSONNES LIÉES À L'INSTITUTION** *(suite)*

***1 6 3*** *(suite)*

1 6 3 2 *(suite)*

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 600 000 EUR.

***1 6 5*** ***Activités concernant l'ensemble des personnes liées à l'institution***

1 6 5 0 Santé, sécurité et inclusion

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 3 909 000 | 3 615 219 | 3 032 033,57 |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir les frais de fonctionnement des cabinets médicaux, du service des absences médicales, de l'unité Anticipation et gestion des crises médicales, de l'unité pour la prévention et le bien-être au travail et de l'unité Égalité, inclusion et diversité à Bruxelles, à Luxembourg et à Strasbourg.

Dans le domaine médical, cela comprend notamment:

— les contrôles médicaux et l'achat de matériel et de produits pharmaceutiques,

— des frais relatifs aux examens médicaux, notamment dans le cadre de la médecine du travail, aux visites médicales d'engagement, aux visites périodiques et la surveillance de santé pour les «postes de sécurité, de vigilance et à risque défini»,

— les rapports d'expertises médicales et les rapports de mesure ergonomique,

— des dépenses occasionnées par le fonctionnement de la commission d'invalidité, les arbitrages et expertises,

— les dépenses relatives aux prestations externes des spécialistes médicaux, paramédicaux jugées nécessaires par les médecins-conseils.

Il couvre également les dépenses pour l'achat de certains outils de travail jugés médicalement nécessaires, ainsi que les dépenses relatives aux prestataires de service médicaux, paramédicaux ou effectuant des remplacements de courte durée.

En ce qui concerne la gestion des handicaps et le soutien aux personnes handicapées, ce crédit est destiné à couvrir, dans le cadre d'une politique interinstitutionnelle en faveur des personnes handicapées appartenant aux catégories suivantes:

— les fonctionnaires et autres agents en activité,

— les conjoints des fonctionnaires et des autres agents en activité,

**CHAPITRE 1 6 — AUTRES DÉPENSES CONCERNANT LES PERSONNES LIÉES À L'INSTITUTION** *(suite)*

***1 6 5*** *(suite)*

1 6 5 0 *(suite)*

— les enfants à charge au sens du statut,

— les orphelins ayant perdu leurs deux parents et qui bénéficient d'une pension d'orphelin,

— le remboursement, dans les limites des possibilités budgétaires, après épuisement des droits éventuellement consentis au niveau national dans le pays de résidence ou d'origine, des dépenses de nature autre que médicale, reconnues nécessaires, résultant du handicap, dûment justifiées et non remboursées par le régime commun d'assurance maladie,

— d'autres actions à caractère social, au niveau institutionnel et interinstitutionnel, en faveur des fonctionnaires, des autres agents et des retraités,

— le financement de mesures d'aménagement raisonnables ou de dépenses d'analyse médicale ou sociale pour les fonctionnaires et les autres agents handicapés en cours de recrutement ou nécessitant des aménagements à la suite d'événements durant leur carrière, et les stagiaires handicapés en cours de sélection, en application de l'article 1er*quinquies* du statut des fonctionnaires, en particulier les mesures d'aide individuelle sur le lieu de travail, y inclus le transport ou durant les missions.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 100 EUR.

*Bases légales*

Statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et notamment son article 1er*quinquies*, son article 1er*sexies*, paragraphe 2, ses articles 33, 59 et 76, et l'article 8 de son annexe II.

Directive 89/391/CEE du Conseil du 12 juin 1989 concernant la mise en œuvre de mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleurs au travail (JO L 183 du 29.6.1989, p. 1, ELI: http://data.europa.eu/eli/dir/1989/391/oj).

1 6 5 2 Frais de restauration

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 1 000 000 | 800 000 | 1 302 651,05 |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir les frais des contrats de restauration dans les trois lieux de travail et à Bazoches et de certaines interventions sociales convenues par le Parlement européen.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 5 000 EUR.

PARLEMENT EUROPÉEN

**CHAPITRE 1 6 — AUTRES DÉPENSES CONCERNANT LES PERSONNES LIÉES À L'INSTITUTION** *(suite)*

***1 6 5*** *(suite)*

1 6 5 4 Structures de garde d'enfants

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 11 761 000 | 11 751 520 | 9 237 967,— |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir la quote-part du Parlement européen dans l'ensemble des dépenses organisationnelles et des dépenses de prestations de services pour les structures internes et externes de garde d'enfants avec lesquelles un accord a été conclu.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 3 300 000 EUR.

1 6 5 5 Contribution du Parlement européen aux Écoles européennes de type II accréditées

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 2 161 000 | 1 248 000 | 2 347 950,— |

*Commentaires*

Mise en œuvre de la décision C(2013) 4886 de la Commission du 1er août 2013 relative à la mise en application de la contribution de l'Union au prorata du nombre d'élèves enfants du personnel de l'Union pour les écoles agréées par le Conseil supérieur des Écoles européennes, remplaçant la décision C(2009) 7719 de la Commission du 14 octobre 2009 telle que modifiée par la décision C(2010) 7993 de la Commission du 8 décembre 2010 (JO C 222 du 2.8.2013, p. 8).

Ce crédit est destiné à couvrir la contribution du Parlement européen aux Écoles européennes de type II accréditées par le Conseil supérieur des Écoles européennes, ou le remboursement de la contribution payée par la Commission au nom du Parlement européen aux Écoles européennes de type II accréditées par le Conseil supérieur des Écoles européennes. Il couvre les coûts relatifs aux enfants du personnel statutaire du Parlement européen inscrits dans lesdites Écoles.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 100 EUR.

# TITRE 2

# IMMEUBLES, MOBILIER, ÉQUIPEMENT ET DÉPENSES DIVERSES DE FONCTIONNEMENT

## CHAPITRE 2 0 — IMMEUBLES ET FRAIS ACCESSOIRES

| Article Poste | Intitulé | Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 | % 2025/2027 |
|---|---|---|---|---|---|
| | CHAPITRE 2 0 | | | | |
| ***2 0 0*** | ***Immeubles*** | | | | |
| 2 0 0 0 | Loyers | | | | |
| | Crédits non dissociés | 31 390 000 | 31 110 000 | 26 804 731,88 | 85,39 |
| 2 0 0 1 | Redevances emphytéotiques | | | | |
| | Crédits non dissociés | 750 000 | 751 000 | 700 000,— | 93,33 |
| 2 0 0 3 | Acquisition de biens immobiliers | | | | |
| | Crédits non dissociés | 740 000 | 340 000 | 0,— | |
| 2 0 0 7 | Construction d'immeubles et aménagement des locaux | | | | |
| | Crédits non dissociés | 67 240 000 | 74 357 000 | 85 413 663,71 | 127,03 |
| 2 0 0 8 | Gestion immobilière spécifique | | | | |
| | Crédits non dissociés | 7 974 000 | 8 190 000 | 5 979 273,72 | 74,98 |
| 2 0 0 9 | Construction et aménagement d'immeubles: Idea Lab | | | | |
| | Crédits non dissociés | p.m. | p.m. | 0,— | |
| | *Article 2 0 0 — Total* | 108 094 000 | 114 748 000 | 118 897 669,31 | 109,99 |
| ***2 0 2*** | ***Frais afférents aux immeubles*** | | | | |
| 2 0 2 2 | Entretien, maintenance, conduite et nettoyage des immeubles | | | | |
| | Crédits non dissociés | 88 638 000 | 83 870 000 | 84 554 649,77 | 95,39 |
| 2 0 2 4 | Consommations énergétiques | | | | |
| | Crédits non dissociés | 25 030 000 | 25 457 000 | 21 587 711,23 | 86,25 |
| 2 0 2 6 | Sécurité et surveillance des immeubles | | | | |
| | Crédits non dissociés | 22 422 000 | 22 610 000 | 19 759 086,30 | 88,12 |

PARLEMENT EUROPÉEN

**CHAPITRE 2 0 — IMMEUBLES ET FRAIS ACCESSOIRES** *(suite)*
**CHAPITRE 2 1 — INFORMATIQUE, ÉQUIPEMENT ET MOBILIER**
**CHAPITRE 2 3 — DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF COURANT**

| Article Poste | Intitulé | Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 | % 2025/2027 |
|---|---|---|---|---|---|
| **2 0 2** | *(suite)* | | | | |
| 2 0 2 8 | Assurances | | | | |
| | Crédits non dissociés | 4 490 000 | 3 790 000 | 706 971,37 | 15,75 |
| | *Article 2 0 2 — Total* | 140 580 000 | 135 727 000 | 126 608 418,67 | 90,06 |
| | CHAPITRE 2 0 — TOTAL | 248 674 000 | 250 475 000 | 245 506 087,98 | 98,73 |
| | CHAPITRE 2 1 | | | | |
| ***2 1 0*** | ***Informatique et télécommunications*** | | | | |
| 2 1 0 0 | Gouvernance informatique et cybersécurité | | | | |
| | Crédits non dissociés | 15 460 400 | 11 004 000 | 14 820 774,24 | 95,86 |
| 2 1 0 1 | Gestion des applications d'entreprise | | | | |
| | Crédits non dissociés | 86 015 500 | 79 323 800 | 87 076 338,38 | 101,23 |
| 2 1 0 2 | Gestion des infrastructures et des activités | | | | |
| | Crédits non dissociés | 76 229 500 | 81 745 300 | 93 826 471,68 | 123,08 |
| 2 1 0 3 | Services et équipements de l'environnement de travail numérique | | | | |
| | Crédits non dissociés | 24 527 900 | 22 841 500 | 32 786 202,01 | 133,67 |
| | *Article 2 1 0 — Total* | 202 233 300 | 194 914 600 | 228 509 786,31 | 112,99 |
| ***2 1 2*** | ***Mobilier*** | | | | |
| | Crédits non dissociés | 4 570 000 | 7 470 000 | 5 947 349,37 | 130,14 |
| ***2 1 4*** | ***Matériel et installations techniques*** | | | | |
| | Crédits non dissociés | 25 160 200 | 23 428 400 | 27 520 710,64 | 109,38 |
| ***2 1 6*** | ***Transport de députés, d'autres personnes et de biens*** | | | | |
| | Crédits non dissociés | 6 905 000 | 6 155 000 | 4 523 235,82 | 65,51 |
| | CHAPITRE 2 1 — TOTAL | 238 868 500 | 231 968 000 | 266 501 082,14 | 111,57 |
| | CHAPITRE 2 3 | | | | |
| ***2 3 0*** | ***Papeterie, fournitures de bureau et consommables divers*** | | | | |
| | Crédits non dissociés | 190 000 | 200 000 | 181 500,— | 95,53 |

**CHAPITRE 2 3 — DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF COURANT** *(suite)*

| Article Poste | Intitulé | Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 | % 2025/2027 |
|---|---|---|---|---|---|
| ***2 3 1*** | ***Charges financières*** | | | | |
| | Crédits non dissociés | 4 509 000 | 350 000 | 80 000,— | 1,77 |
| ***2 3 2*** | ***Frais juridiques et dommages-intérêts*** | | | | |
| | Crédits non dissociés | 1 775 000 | 1 795 000 | 1 540 000,— | 86,76 |
| ***2 3 6*** | ***Affranchissement de correspondance et frais de port*** | | | | |
| | Crédits non dissociés | 256 500 | 268 000 | 163 265,33 | 63,65 |
| ***2 3 7*** | ***Déménagements*** | | | | |
| | Crédits non dissociés | 2 176 000 | 1 437 000 | 1 383 047,24 | 63,56 |
| ***2 3 8*** | ***Autres dépenses de fonctionnement administratif*** | | | | |
| | Crédits non dissociés | 2 444 000 | 2 388 000 | 2 099 684,40 | 85,91 |
| ***2 3 9*** | ***Activités EMAS et de durabilité, notamment la promotion, et dispositif de compensation des émissions de carbone du Parlement européen*** | | | | |
| | Crédits non dissociés | 983 000 | 950 000 | 220 000,— | 22,38 |
| | CHAPITRE 2 3 — TOTAL | 12 333 500 | 7 388 000 | 5 667 496,97 | 45,95 |
| | **Titre 2 — Total** | **499 876 000** | **489 831 000** | **517 674 667,09** | **103,56** |

PARLEMENT EUROPÉEN

## TITRE 2

## IMMEUBLES, MOBILIER, ÉQUIPEMENT ET DÉPENSES DIVERSES DE FONCTIONNEMENT

*Commentaires*

La couverture ayant été annulée par les compagnies d'assurances, le risque de conflits du travail et d'attentats terroristes auquel sont exposés les bâtiments du Parlement européen doit être couvert par le budget général de l'Union.

En conséquence, les crédits inscrits dans ce titre couvrent toutes les dépenses occasionnées par des dommages résultant de conflits du travail et d'attentats.

### CHAPITRE 2 0 — IMMEUBLES ET FRAIS ACCESSOIRES

### *2 0 0 Immeubles*

2 0 0 0 Loyers

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 31 390 000 | 31 110 000 | 26 804 731,88 |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir les loyers relatifs aux immeubles ou aux parties d'immeubles occupés par le Parlement européen.

Il couvre également les impôts relatifs aux immeubles. Les locations sont calculées sur douze mois et sur la base des contrats existants ou en préparation, qui prévoient normalement l'indexation sur le coût de la vie ou sur le coût de la construction.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 3 000 000 EUR.

Les contributions financières versées par les États membres ou leurs agences ou entités publiques sous la forme d'un financement ou d'un remboursement des coûts et frais liés à l'acquisition ou à l'utilisation de terres ou de bâtiments, ou de frais liés aux bâtiments ou équipements du Parlement européen, sont considérées comme des recettes affectées externes au sens de l'article 21, paragraphe 2, du règlement financier.

2 0 0 1 Redevances emphytéotiques

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 750 000 | 751 000 | 700 000,— |

**CHAPITRE 2 0 — IMMEUBLES ET FRAIS ACCESSOIRES** *(suite)*

***2 0 0*** *(suite)*

2 0 0 1 *(suite)*

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir les redevances emphytéotiques relatives aux immeubles ou aux parties d'immeubles en vertu de contrats en vigueur ou de contrats en cours de préparation.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 50 000 EUR.

Les contributions financières versées par les États membres ou leurs agences ou entités publiques sous la forme d'un financement ou d'un remboursement des coûts et frais liés à l'acquisition ou à l'utilisation de terres ou de bâtiments, ou de frais liés aux bâtiments ou équipements du Parlement européen, sont considérées comme des recettes affectées externes au sens de l'article 21, paragraphe 2, du règlement financier.

2 0 0 3 Acquisition de biens immobiliers

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 740 000 | 340 000 | 0,— |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir l'acquisition d'immeubles. Les subventions concernant les terrains et leur viabilisation seront traitées conformément au règlement financier.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 810 000 EUR.

Les contributions financières versées par les États membres ou leurs agences ou entités publiques sous la forme d'un financement ou d'un remboursement des coûts et frais liés à l'acquisition ou à l'utilisation de terres ou de bâtiments, ou de frais liés aux bâtiments ou équipements du Parlement européen, sont considérées comme des recettes affectées externes au sens de l'article 21, paragraphe 2, du règlement financier.

2 0 0 7 Construction d'immeubles et aménagement des locaux

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 67 240 000 | 74 357 000 | 85 413 663,71 |

PARLEMENT EUROPÉEN

**CHAPITRE 2 0 — IMMEUBLES ET FRAIS ACCESSOIRES** *(suite)*

***2 0 0*** *(suite)*

2 0 0 7 *(suite)*

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir:

— les coûts de construction d'immeubles (travaux, honoraires d'études, premiers aménagements et fournitures nécessaires à la mise en service et tous coûts y afférents),

— les coûts de travaux d'aménagements et autres dépenses liées à ces travaux, et notamment des frais d'architecte ou d'ingénieur.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 472 000 EUR.

Les contributions financières versées par les États membres ou leurs agences ou entités publiques sous la forme d'un financement ou d'un remboursement des coûts et frais liés à l'acquisition ou à l'utilisation de terres ou de bâtiments, ou de frais liés aux bâtiments ou équipements du Parlement européen, sont considérées comme des recettes affectées externes au sens de l'article 21, paragraphe 2, du règlement financier.

2 0 0 8 Gestion immobilière spécifique

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 7 974 000 | 8 190 000 | 5 979 273,72 |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses en matière de gestion immobilière non spécialement prévues aux autres articles du présent chapitre, notamment:

— la gestion et le traitement des déchets,

— les contrôles obligatoires, contrôles qualité, expertises, audits, veille réglementaire, etc.,

— la bibliothèque technique,

— l'assistance à la gestion (*building helpdesk*),

— la gestion des plans des bâtiments et des supports d'informations,

— les autres dépenses.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 268 000 EUR.

**CHAPITRE 2 0 — IMMEUBLES ET FRAIS ACCESSOIRES** *(suite)*

***2 0 0*** *(suite)*

2 0 0 9 Construction et aménagement d'immeubles: Idea Lab

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| p.m. | p.m. | 0,— |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir les investissements dans des solutions et des projets pilotes de construction innovants, à savoir:

— les coûts de construction d'immeubles (travaux, honoraires d'études, premiers aménagements et fournitures nécessaires pour répondre aux besoins du Parlement européen et tous coûts y afférents),

— les coûts de travaux d'aménagements et autres dépenses liées à ces travaux, ainsi que les frais d'architecte et d'ingénieur.

***2 0 2*** ***Frais afférents aux immeubles***

2 0 2 2 Entretien, maintenance, conduite et nettoyage des immeubles

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 88 638 000 | 83 870 000 | 84 554 649,77 |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir les frais d'entretien, de maintenance, de conduite et de nettoyage, conformément aux contrats en cours, des immeubles (locaux et équipements techniques) occupés, en location ou en propriété, par le Parlement européen.

Avant la reconduction ou la conclusion de contrats, le Parlement européen se concerte avec les autres institutions sur les conditions contractuelles (prix, devise choisie, indexation, durée, autres clauses) obtenues par chacune d'entre elles et dans le respect de l'article 167 du règlement financier.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 479 000 EUR.

**CHAPITRE 2 0 — IMMEUBLES ET FRAIS ACCESSOIRES** *(suite)*

***2 0 2*** *(suite)*

2 0 2 4 Consommations énergétiques

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 25 030 000 | 25 457 000 | 21 587 711,23 |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir notamment les frais de consommation d'eau, de gaz, d'électricité et de chauffage.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 150 000 EUR.

2 0 2 6 Sécurité et surveillance des immeubles

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 22 422 000 | 22 610 000 | 19 759 086,30 |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir essentiellement les frais de gardiennage et de surveillance des bâtiments occupés par le Parlement européen dans les trois lieux habituels de travail, ses bureaux d'information dans l'Union, les espaces «Europa Experience» et ses antennes dans les pays tiers.

Avant la reconduction ou la conclusion de contrats, le Parlement européen se concerte avec les autres institutions sur les conditions contractuelles (prix, devise choisie, indexation, durée, autres clauses) obtenues par chacune d'entre elles et dans le respect de l'article 167 du règlement financier.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 100 000 EUR.

2 0 2 8 Assurances

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 4 490 000 | 3 790 000 | 706 971,37 |

**CHAPITRE 2 0 — IMMEUBLES ET FRAIS ACCESSOIRES** *(suite)*

***2 0 2*** *(suite)*

2 0 2 8 *(suite)*

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir les paiements des primes d'assurance.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 100 000 EUR.

**CHAPITRE 2 1 — INFORMATIQUE, ÉQUIPEMENT ET MOBILIER**

*Commentaires*

En matière de marché public, le Parlement européen se concerte avec les autres institutions sur les conditions contractuelles obtenues par chacune d'entre elles.

***2 1 0*** ***Informatique et télécommunications***

2 1 0 0 Gouvernance informatique et cybersécurité

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 15 460 400 | 11 004 000 | 14 820 774,24 |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses relatives à l'achat, à la location, à l'entretien et à la maintenance du matériel et des logiciels, ainsi que les dépenses d'assistance externe de consultants en TIC pour la fourniture d'une assistance et d'un soutien en matière de sécurité TIC, d'architecture d'entreprise, de technologie de pointe et d'études dans le domaine des TIC.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 5 000 EUR.

2 1 0 1 Gestion des applications d'entreprise

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 86 015 500 | 79 323 800 | 87 076 338,38 |

PARLEMENT EUROPÉEN

**CHAPITRE 2 1 — INFORMATIQUE, ÉQUIPEMENT ET MOBILIER** *(suite)*

***2 1 0*** *(suite)*

2 1 0 1 *(suite)*

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses relatives à l'achat, à la location, à l'entretien et à la maintenance du matériel et des logiciels et aux travaux connexes ainsi que les dépenses d'assistance externe de consultants en TIC pour les activités liées à la gestion des applications TIC au Parlement européen et pour les projets informatiques. Il est destiné à couvrir également les dépenses relatives aux outils TIC financés conjointement dans le cadre de la coopération interinstitutionnelle dans la sphère des langues, à la suite des décisions prises par le Comité interinstitutionnel de la traduction et de l'interprétation.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 64 000 EUR.

2 1 0 2 Gestion des infrastructures et des activités

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 76 229 500 | 81 745 300 | 93 826 471,68 |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses relatives à l'achat, à la location, à l'entretien et à la maintenance du matériel et des logiciels ainsi que les dépenses d'assistance externe de consultants en TIC pour les activités nécessaires au bon fonctionnement de l'infrastructure informatique et de télécommunications du Parlement européen. Ces dépenses concernent notamment les systèmes du centre informatique et de télécommunications, y compris les services liés à l'informatique en nuage, les réseaux, le câblage ainsi que les systèmes de télécommunications et de visioconférence. Elles concernent également l'infrastructure relative aux systèmes de vote, la location ou l'acquisition d'appareils multifonctions (photocopieurs) et les coûts liés à l'impression de documents.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 385 000 EUR.

2 1 0 3 Services et équipements de l'environnement de travail numérique

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 24 527 900 | 22 841 500 | 32 786 202,01 |

**CHAPITRE 2 1 — INFORMATIQUE, ÉQUIPEMENT ET MOBILIER** *(suite)*

***2 1 0*** *(suite)*

2 1 0 3 *(suite)*

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses relatives à l'achat, à la location, à l'entretien et à la maintenance du matériel et des logiciels ainsi que les dépenses d'assistance externe de consultants en TIC pour les activités d'aide, de support et de fourniture d'équipements informatiques aux utilisateurs des systèmes informatiques et de télécommunications du Parlement européen. Ces dépenses concernent notamment l'acquisition et la maintenance d'équipements informatiques individuels et les services de support informatique pour les députés et pour les autres utilisateurs.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 192 000 EUR.

***2 1 2*** ***Mobilier***

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 4 570 000 | 7 470 000 | 5 947 349,37 |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir l'achat, la location, l'entretien et la réparation de mobilier, et notamment l'achat de mobilier de bureau ergonomique, le remplacement de mobilier vétuste et hors d'usage ainsi que des machines de bureau. Il est aussi destiné à couvrir des dépenses diverses de gestion des biens meubles du Parlement européen.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 5 000 EUR.

***2 1 4*** ***Matériel et installations techniques***

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 25 160 200 | 23 428 400 | 27 520 710,64 |

PARLEMENT EUROPÉEN

**CHAPITRE 2 1 — INFORMATIQUE, ÉQUIPEMENT ET MOBILIER** *(suite)*

***2 1 4*** *(suite)*

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à l'achat, à la location, à l'entretien, à la réparation et à la gestion du matériel et des installations techniques, et notamment:

— de divers matériels et installations techniques, fixes et mobiles, concernant l'édition, la sécurité (y compris les logiciels IT), la restauration, les immeubles, la formation du personnel, les centres sportifs du Parlement européen, etc.,

— d'équipements, notamment des cantines, des centrales d'achats, de la sécurité, du service technique de conférences, du secteur audiovisuel, etc.,

— de matériels spéciaux (électroniques, informatiques, électriques) avec les prestations externes y afférentes.

Ce crédit couvre également les frais de publicité pour la revente et la mise au rebut des biens déclassés ainsi que les frais liés à l'assistance technique (consultance) pour des dossiers pour lesquels une expertise externe est nécessaire.

Ce crédit couvre également les frais liés aux services de transport d'équipements afin d'acheminer les équipements techniques nécessaires à la fourniture de services techniques de conférences dans le monde entier, là où ceux-ci sont demandés par un membre, une délégation, un groupe politique ou un organe du Parlement européen. Ces frais incluent les frais de transport ainsi que l'ensemble des coûts administratifs liés.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 190 000 EUR.

***2 1 6*** ***Transport de députés, d'autres personnes et de biens***

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 6 905 000 | 6 155 000 | 4 523 235,82 |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir l'achat, le leasing, l'entretien, l'exploitation, et la réparation de matériel de transport (parc automobile et bicyclettes) et la location de voitures, de taxis, d'autocars et de camions, avec ou sans chauffeur, y compris les assurances correspondantes et autres frais de gestion. Lors du renouvellement du parc automobile et lors de l'achat, du leasing ou de la location de véhicules, la préférence sera accordée aux véhicules les moins polluants, tels que les voitures hybrides.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 100 000 EUR.

## CHAPITRE 2 3 — DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF COURANT

*Commentaires*

En matière de marché public, le Parlement européen se concerte avec les autres institutions sur les conditions contractuelles obtenues par chacune d'entre elles.

### *2 3 0 Papeterie, fournitures de bureau et consommables divers*

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 190 000 | 200 000 | 181 500,— |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir l'achat de papier, d'enveloppes, de fournitures de bureau, de produits pour l'imprimerie et les ateliers de reproduction, etc., ainsi que les frais de gestion y afférents.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 28 000 EUR.

### *2 3 1 Charges financières*

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 4 509 000 | 350 000 | 80 000,— |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir les frais bancaires (commissions, agios, frais divers) et les autres frais financiers, y compris les frais annexes pour le financement des immeubles.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 100 EUR.

### *2 3 2 Frais juridiques et dommages-intérêts*

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 1 775 000 | 1 795 000 | 1 540 000,— |

**CHAPITRE 2 3 — DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF COURANT** *(suite)*

***2 3 2*** *(suite)*

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir:

— les frais de recrutement d'huissiers de justice pour représenter le Parlement européen aux fins de la notification de ses décisions,

— le montant des condamnations éventuelles du Parlement européen aux dépens arrêtés par la Cour de justice, le Tribunal ainsi que les juridictions nationales,

— l'engagement d'avocats externes pour représenter le Parlement européen devant les tribunaux de l'Union et nationaux ainsi que l'engagement de conseillers juridiques ou d'experts pour assister le Service juridique,

— les remboursements de frais d'avocat dans le cadre de procédures disciplinaires et assimilées,

— les dépenses concernant les dommages et intérêts,

— le montant des indemnités consenties lors de règlements amiables, en application du titre III, chapitres 11 et 11 *bis*, du règlement de procédure du Tribunal ou du titre IV, chapitre 7, du règlement de procédure de la Cour de justice,

— les amendes administratives du Contrôleur européen de la protection des données.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 5 000 EUR.

*Bases légales*

Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) nº 45/2001 et la décision nº 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2018/1725/oj).

***2 3 6*** ***Affranchissement de correspondance et frais de port***

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 256 500 | 268 000 | 163 265,33 |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir les frais d'affranchissement, de traitement et d'acheminement par les services postaux nationaux ou les sociétés de messageries.

Il est également destiné à couvrir des prestations de service dans le domaine du courrier.

**CHAPITRE 2 3 — DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF COURANT** *(suite)*

***2 3 6*** *(suite)*

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 12 000 EUR.

***2 3 7*** ***Déménagements***

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 2 176 000 | 1 437 000 | 1 383 047,24 |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir les frais relatifs aux travaux de déménagement et de manutention effectués par l'intermédiaire de sociétés de déménagement ou par recours à des prestations de service de mise à disposition de manutentionnaires intérimaires.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 5 000 EUR.

***2 3 8*** ***Autres dépenses de fonctionnement administratif***

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 2 444 000 | 2 388 000 | 2 099 684,40 |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir:

— les assurances non spécifiquement prévues à un autre poste,

— l'achat et l'entretien des tenues de service pour huissiers, chauffeurs, réceptionnistes, magasiniers, déménageurs, ainsi que pour le personnel affecté au service visites et séminaires, au service du Parlamentarium, au service médical, au service de sécurité, aux services d'entretien des bâtiments et services techniques divers,

— diverses dépenses de fonctionnement et de gestion, y compris les frais de gestion payés à l'Office de gestion et de liquidation des droits individuels (PMO) en relation avec les pensions statutaires des anciens députés, les frais relatifs à la vérification sécuritaire des personnes externes travaillant dans les locaux ou dans les systèmes du Parlement européen, les achats de biens ou de services non spécifiquement prévus à un autre poste,

— divers achats se rapportant à la responsabilité sociale du Parlement européen, y compris le système de management environnemental et d'audit (EMAS),

**CHAPITRE 2 3 — DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF COURANT** *(suite)*

***2 3 8*** *(suite)*

— divers services se rapportant à la gestion financière et matérielle du Parlement européen.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 5 000 EUR.

***2 3 9*** ***Activités EMAS et de durabilité, notamment la promotion, et dispositif de compensation des émissions de carbone du Parlement européen***

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 983 000 | 950 000 | 220 000,— |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses relatives aux activités du Parlement européen en matière de durabilité et aux activités liées au système de management environnemental et d'audit (EMAS) visant à améliorer la performance environnementale du Parlement européen, y compris la promotion de ces activités, ainsi que les dépenses relatives à la compensation des émissions de carbone du Parlement européen.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 5 000 EUR.

PARLEMENT EUROPÉEN

# TITRE 3

# DÉPENSES RÉSULTANT DE L'EXERCICE PAR L'INSTITUTION DE SES MISSIONS GÉNÉRALES

## CHAPITRE 3 0 — RÉUNIONS ET CONFÉRENCES
## CHAPITRE 3 2 — EXPERTISE ET INFORMATION: ACQUISITION, ARCHIVAGE, PRODUCTION ET DIFFUSION

| Article Poste | Intitulé | Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 | % 2025/2027 |
|---|---|---|---|---|---|
| | CHAPITRE 3 0 | | | | |
| ***3 0 0*** | ***Frais de missions et de déplacement entre les trois lieux de travail du personnel*** | | | | |
| | Crédits non dissociés | 33 156 000 | 29 470 000 | 29 250 000,— | 88,22 |
| ***3 0 2*** | ***Frais de réception et de représentation*** | | | | |
| | Crédits non dissociés | 1 109 712 | 1 093 128 | 932 754,10 | 84,05 |
| ***3 0 4*** | ***Frais divers de réunions*** | | | | |
| 3 0 4 0 | Frais divers de réunions internes | | | | |
| | Crédits non dissociés | 300 000 | 320 000 | 300 848,69 | 100,28 |
| 3 0 4 2 | Réunions, congrès, conférences et délégations | | | | |
| | Crédits non dissociés | 3 447 221 | 3 185 301 | 2 803 721,44 | 81,33 |
| 3 0 4 9 | Frais de prestations de l'agence de voyages | | | | |
| | Crédits non dissociés | 3 790 000 | 3 660 000 | 3 532 000,— | 93,19 |
| | *Article 3 0 4 — Total* | 7 537 221 | 7 165 301 | 6 636 570,13 | 88,05 |
| | CHAPITRE 3 0 — TOTAL | 41 802 933 | 37 728 429 | 36 819 324,23 | 88,08 |
| | CHAPITRE 3 2 | | | | |
| ***3 2 0*** | ***Acquisition d'expertise*** | | | | |
| | Crédits non dissociés | 9 937 270 | 9 961 999 | 5 094 617,37 | 51,27 |
| ***3 2 1*** | ***Dépenses pour les services de recherche parlementaire, y compris la bibliothèque, les archives historiques, l'évaluation des choix scientifiques et technologiques (STOA) et le Centre européen des médias scientifiques*** | | | | |
| | Crédits non dissociés | 10 243 000 | 10 063 320 | 9 366 621,98 | 91,44 |
| ***3 2 2*** | ***Dépenses de documentation*** | | | | |
| | Crédits non dissociés | 2 893 000 | 2 973 500 | 2 662 163,42 | 92,02 |

**CHAPITRE 3 2 — EXPERTISE ET INFORMATION: ACQUISITION, ARCHIVAGE, PRODUCTION ET DIFFUSION** *(suite)*

| Article Poste | Intitulé | Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 | % 2025/2027 |
|---|---|---|---|---|---|
| ***3 2 3*** | ***Soutien à la démocratie et renforcement des capacités parlementaires des parlements des pays tiers*** | | | | |
| | Crédits non dissociés | 1 400 000 | 1 400 000 | 603 310,74 | 43,09 |
| ***3 2 4*** | ***Production et diffusion*** | | | | |
| 3 2 4 0 | Journal officiel | | | | |
| | Crédits non dissociés | p.m. | p.m. | 0,— | |
| 3 2 4 1 | Publications numériques et traditionnelles | | | | |
| | Crédits non dissociés | 380 000 | 580 000 | 685 274,18 | 180,34 |
| 3 2 4 2 | Dépenses de publication, d'information et de participation aux manifestations publiques | | | | |
| | Crédits non dissociés | 26 120 602 | 27 529 800 | 30 449 952,12 | 116,57 |
| 3 2 4 3 | Centres des visiteurs du Parlement européen | | | | |
| | Crédits non dissociés | 24 814 343 | 25 180 000 | 26 643 067,49 | 107,37 |
| 3 2 4 4 | Organisation et accueil de groupes de visiteurs, programme Euroscola et invitations de multiplicateurs d'opinion de pays tiers | | | | |
| | Crédits non dissociés | 38 986 656 | 38 223 000 | 36 855 999,83 | 94,53 |
| 3 2 4 5 | Organisation de colloques et de séminaires | | | | |
| | Crédits non dissociés | 5 139 900 | 5 056 400 | 4 689 500,49 | 91,24 |
| 3 2 4 8 | Dépenses d'information audiovisuelle | | | | |
| | Crédits non dissociés | 22 726 029 | 22 127 500 | 26 171 511,75 | 115,16 |
| 3 2 4 9 | Échanges d'informations avec les parlements nationaux | | | | |
| | Crédits non dissociés | 266 000 | 262 000 | 228 000,— | 85,71 |
| | *Article 3 2 4 — Total* | 118 433 530 | 118 958 700 | 125 723 305,86 | 106,16 |
| ***3 2 5*** | ***Dépenses afférentes aux bureaux de liaison*** | | | | |
| | Crédits non dissociés | 11 414 000 | 11 213 000 | 11 056 999,09 | 96,87 |
| | CHAPITRE 3 2 — TOTAL | 154 320 800 | 154 570 519 | 154 507 018,46 | 100,12 |
| | **Titre 3 — Total** | **196 123 733** | **192 298 948** | **191 326 342,69** | **97,55** |

PARLEMENT EUROPÉEN

# TITRE 3

# DÉPENSES RÉSULTANT DE L'EXERCICE PAR L'INSTITUTION DE SES MISSIONS GÉNÉRALES

## CHAPITRE 3 0 — RÉUNIONS ET CONFÉRENCES

### *3 0 0 Frais de missions et de déplacement entre les trois lieux de travail du personnel*

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 33 156 000 | 29 470 000 | 29 250 000,— |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses liées aux déplacements du personnel du Parlement européen, des experts nationaux détachés, des stagiaires et du personnel des autres institutions européennes ou internationales invité par le Parlement européen entre leur lieu d'affectation et l'un des trois lieux de travail du Parlement européen (Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg) et aux missions vers tout autre lieu que les trois lieux de travail. Les dépenses couvertes sont les frais de transport, les indemnités journalières, les frais d'hébergement et les indemnités compensatoires pour horaires contraignants. Les frais accessoires (y inclus l'annulation des titres de transport et des réservations d'hébergement, les frais liés au système de facturation électronique, les frais relatifs à l'assurance-mission) sont également couverts.

Ce crédit est également destiné à couvrir des dépenses liées à d'éventuelles compensations de l'émission de carbone pour les missions et déplacements du personnel.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 200 000 EUR.

*Bases légales*

Statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et notamment son article 71 et les articles 11, 12 et 13 de son annexe VII.

### *3 0 2 Frais de réception et de représentation*

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 1 109 712 | 1 093 128 | 932 754,10 |

**CHAPITRE 3 0 — RÉUNIONS ET CONFÉRENCES** *(suite)*

***3 0 2*** *(suite)*

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir:

— les dépenses afférentes aux obligations incombant au Parlement européen en matière de réceptions, y compris pour les réceptions relevant des travaux concernant l'évaluation des choix scientifiques (STOA), et d'autres activités de recherche et de prospective, ainsi que des dépenses de représentation pour les députés au Parlement européen,

— les frais de représentation du président lors de ses déplacements en dehors des lieux de travail,

— les projets musicaux,

— les frais de représentation et la participation aux frais de secrétariat du cabinet du président,

— les frais de réception et de représentation du secrétariat général, y compris l'achat d'articles et de médailles pour les fonctionnaires ayant accompli quinze ou vingt-cinq années de service,

— les frais divers du protocole, tels que drapeaux, présentoirs, cartons d'invitation et impression des menus,

— les frais de voyage et de séjour des visiteurs VIP accueillis par le Parlement européen,

— les frais de visa des députés et membres du personnel du Parlement européen à l'occasion de déplacements officiels,

— les frais de réception et de représentation et les autres frais spécifiques pour les députés exerçant une fonction officielle au sein du Parlement européen.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 100 EUR.

***3 0 4*** ***Frais divers de réunions***

3 0 4 0 Frais divers de réunions internes

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 300 000 | 320 000 | 300 848,69 |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir les frais relatifs aux rafraîchissements et autres boissons, occasionnellement les collations, servis lors des réunions du Parlement européen ou lors de réunions interinstitutionnelles organisées dans ses locaux, ainsi qu'à la gestion de ces services.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 5 000 EUR.

**CHAPITRE 3 0 — RÉUNIONS ET CONFÉRENCES** *(suite)*

***3 0 4*** *(suite)*

3 0 4 2 Réunions, congrès, conférences et délégations

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 3 447 221 | 3 185 301 | 2 803 721,44 |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir notamment les frais, autres que ceux couverts par le chapitre 1 0 et l'article 3 0 0, liés:

— à l'organisation des réunions en dehors des lieux de travail (commissions ou leurs délégations, groupes politiques), y compris, le cas échéant, les frais de représentation,

— à l'organisation des délégations interparlementaires, des délégations ad hoc, des commissions parlementaires mixtes, des commissions parlementaires de coopération et des délégations parlementaires auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ainsi que la conférence parlementaire relative à l'OMC et son comité de pilotage,

— à l'organisation des délégations auprès de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE, de l'Assemblée parlementaire EuroLat, de l'Assemblée parlementaire Euronest ainsi que de leurs organes,

— à l'organisation de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (APUpM), de ses commissions et de son Bureau; ces dépenses comprennent la contribution du Parlement européen au budget du secrétariat autonome de l'APUpM ou la prise en charge directe des frais représentant la quote-part du Parlement européen au budget de l'APUpM,

— aux cotisations aux organisations internationales dont le Parlement ou l'un de ses organes est membre (Union interparlementaire, Association des secrétaires généraux des parlements, Groupe des Douze Plus à l'Union interparlementaire),

— au remboursement à la Commission, sur base d'un accord de service signé entre le Parlement européen et la Commission, de la quote-part due par le Parlement européen au titre des frais de fabrication des laissez-passer de l'Union européenne (équipement, personnel et fournitures) conformément au protocole sur les privilèges et immunités (article 6), à l'article 23 du statut des fonctionnaires de l'Union européenne, aux articles 11 et 81 du régime applicable aux autres agents de l'Union européenne ainsi qu'au règlement (UE) n° 1417/2013 du Conseil du 17 décembre 2013 portant fixation de la forme des laissez-passer délivrés par l'Union européenne (JO L 353 du 28.12.2013, p. 26, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2013/1417/oj),

— à la participation aux réunions du comité de pilotage du programme InvestEU et aux réunions officielles avec les membres des commissions parlementaires compétentes (dont les frais de voyage, d'hébergement et de restauration) des personnes nommées par le Parlement européen au comité de pilotage du programme InvestEU.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 5 000 EUR.

PARLEMENT EUROPÉEN

**CHAPITRE 3 0 — RÉUNIONS ET CONFÉRENCES** *(suite)*

***3 0 4*** *(suite)*

3 0 4 9 Frais de prestations de l'agence de voyages

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 3 790 000 | 3 660 000 | 3 532 000,— |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir les frais découlant du fonctionnement de l'agence de voyages sous contrat avec le Parlement européen.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 6 000 EUR.

**CHAPITRE 3 2 — EXPERTISE ET INFORMATION: ACQUISITION, ARCHIVAGE, PRODUCTION ET DIFFUSION**

***3 2 0*** ***Acquisition d'expertise***

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 9 937 270 | 9 961 999 | 5 094 617,37 |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir:

— les coûts des contrats avec des experts qualifiés et des instituts de recherche pour les études et les autres activités de recherche (ateliers, tables rondes, panels ou auditions d'experts, conférences), ou d'assistance technique qui nécessitent des compétences spécifiques et qui sont effectuées pour les organes du Parlement européen, pour les commissions parlementaires, pour les délégations parlementaires et pour l'administration,

— l'acquisition ou la location de sources d'information spécialisées, telles que des bases de données spécialisées, des publications connexes ou un appui technique, afin, si nécessaire, de compléter les contrats d'expertise mentionnés ci-dessus,

— les frais de voyage, de séjour et accessoires des experts et autres personnalités — y compris les personnes qui ont adressé des pétitions au Parlement européen — convoqués pour participer aux commissions, aux délégations et aux groupes d'études et de travail ainsi qu'aux ateliers de travail,

— les frais de participation des pétitionnaires, y compris les frais de voyage et de séjour et les frais accessoires, lors des missions officielles de la commission des pétitions en dehors des locaux du Parlement européen,

**CHAPITRE 3 2 — EXPERTISE ET INFORMATION: ACQUISITION, ARCHIVAGE, PRODUCTION ET DIFFUSION** *(suite)*

***3 2 0*** *(suite)*

— les frais de diffusion des produits de la recherche parlementaire interne ou externe et d'autres produits pertinents, au bénéfice du Parlement européen et du public (notamment par le biais de publications sur l'internet, de bases de données internes, brochures et publications),

— les dépenses afférentes aux personnes extérieures auxquelles il est fait appel pour participer aux travaux d'instances telles que le conseil de discipline,

— le coût du contrôle de la véracité des documents fournis par les candidats au recrutement par des prestataires externes spécialisés.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 85 500 EUR.

***3 2 1*** ***Dépenses pour les services de recherche parlementaire, y compris la bibliothèque, les archives historiques, l'évaluation des choix scientifiques et technologiques (STOA) et le Centre européen des médias scientifiques***

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 10 243 000 | 10 063 320 | 9 366 621,98 |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses relatives aux activités de la DG EPRS et des archives historiques du Parlement européen, en particulier:

— l'acquisition d'expertise spécialisée et d'appui aux activités de recherche du Parlement européen (y compris articles, études, ateliers, séminaires, tables rondes, panels d'experts et conférences), qui peuvent être réalisées si nécessaire en partenariat avec d'autres institutions, organisations internationales, départements de recherche et bibliothèques de parlements nationaux, groupes de réflexion, organismes de recherche et autres experts qualifiés,

— l'acquisition d'expertise spécialisée dans les domaines de l'étude d'impact et de l'évaluation ex ante et ex post, de la valeur ajoutée européenne, et de l'évaluation des choix scientifiques et technologiques (STOA),

— l'acquisition ou la location de livres, revues, journaux, bases de données, produits d'agences de presse et tout autre support d'information destiné à la bibliothèque en différents formats, y compris les frais de copyright, le système de gestion qualité, les matériels et travaux de reliure et de conservation, et d'autres services pertinents,

— le coût des services externes d'archivage (organisation, sélection, description, transposition sur différents supports et dématérialisation, acquisition de sources d'archives primaires),

PARLEMENT EUROPÉEN

**CHAPITRE 3 2 — EXPERTISE ET INFORMATION: ACQUISITION, ARCHIVAGE, PRODUCTION ET DIFFUSION** *(suite)*

***3 2 1*** *(suite)*

— l'acquisition, le développement, l'installation, l'exploitation et la maintenance de documentation spéciale de bibliothèque et d'archivage et de matériels spéciaux de médiathèque, y compris les matériels et systèmes électriques, électroniques et informatiques, ainsi que de matériels de reliure et conservation,

— les frais de diffusion des produits de la recherche parlementaire interne ou externe et d'autres produits pertinents, au bénéfice du Parlement européen et du public (notamment par le biais de publications sur l'internet, de bases de données internes, brochures et publications),

— les frais de voyage, de séjour et accessoires des experts et auteurs invités à participer aux présentations, séminaires, ateliers ou autres activités de ce type organisées,

— la participation des services chargés de l'évaluation des choix scientifiques et technologiques (STOA) aux activités d'organismes scientifiques européens et internationaux,

— les obligations du Parlement européen en vertu d'accords de coopération internationaux et interinstitutionnels, y compris la contribution du Parlement européen aux charges financières liées à la gestion des archives historiques de l'Union, conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83,

— les coûts du Centre européen des médias scientifiques, dont les opérations sont contrôlées par le Comité de l'avenir de la science et de la technologie (STOA) du Parlement européen, en vue du renforcement de l'interface entre le Parlement européen, la communauté scientifique et les médias, afin, tout particulièrement, de promouvoir les mises en réseau, les formations et la diffusion des savoirs, notamment:

  — en organisant les activités et en traitant les dépenses, y compris les frais de déplacement, de logement et de restauration, liés à l'invitation de journalistes, de parties intéressées et d'autres experts aux activités concernées,

  — en créant et en animant des réseaux à l'interface entre le Parlement européen, la communauté scientifique et les médias,

  — en organisant des séminaires, des conférences et des sessions de formation sur les évolutions en cours et les actualités scientifiques et technologiques ainsi que sur la nature et l'efficacité du journalisme scientifique,

  — en mettant l'expertise et les analyses des milieux universitaires, des médias et des divers autres acteurs des domaines scientifique et technologique au service des décideurs politiques et des citoyens,

  — en mettant à la disposition d'un public élargi les recherches et les divers documents du Parlement européen dans les domaines scientifique et technologique en utilisant pour ce faire des supports écrits, audiovisuels ou autres,

  — en mettant au point des techniques et des méthodes permettant d'accroître les possibilités de recenser et de diffuser les sources fiables dans les domaines scientifique et technologique,

  — en favorisant, aux fins de ce dialogue, l'installation, la mise à niveau et l'utilisation d'équipements techniques modernes et d'installations performantes à l'intention des médias,

**CHAPITRE 3 2 — EXPERTISE ET INFORMATION: ACQUISITION, ARCHIVAGE, PRODUCTION ET DIFFUSION** *(suite)*

***3 2 1*** *(suite)*

— en approfondissant la coopération et, plus généralement, en resserrant les liens entre le Parlement européen, les médias, les universités et les centres de recherche pertinents dans ce domaine, y compris en utilisant les médias pour faire la promotion du rôle et de l'action du centre européen des médias scientifiques ainsi que de son ouverture aux citoyens.

Ce crédit peut également être utilisé pour soutenir le dialogue du Parlement européen avec la communauté universitaire, les médias, les groupes de réflexion et les citoyens, en ce qui concerne les travaux de prospective sur les tendances à long terme auxquelles sont confrontés les décideurs de l'Union européenne, tant dans le domaine scientifique que, plus largement, par le biais de séminaires, publications et autres activités énumérées ci-dessus.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 100 EUR.

*Bases légales*

Règlement (CEE, Euratom) nº 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/1983/354/oj).

Règlement (CE) nº 1049/2001 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2001 relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission (JO L 145 du 31.5.2001, p. 43, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2001/1049/oj).

Décision du Bureau du Parlement européen du 28 novembre 2001 sur la réglementation concernant l'accès du public aux documents du Parlement européen, modifiée en dernier lieu le 22 juin 2011 (JO C 216 du 22.7.2011, p. 19).

Décision du Bureau du Parlement européen du 2 juillet 2012 concernant les règles sur l'administration des documents du Parlement européen.

Résolution du Parlement européen du 8 octobre 2013 Planification politique et tendances à long terme: implications budgétaires pour le renforcement des capacités (JO C 181 du 19.5.2016, p. 16), et notamment ses points 7 et 9.

Décision du Bureau du Parlement européen du 10 mars 2014 sur la procédure régissant l'acquisition par le Parlement européen d'archives privées des députés et des anciens députés.

Décision du Bureau du Parlement européen du 15 avril 2019 sur le règlement STOA.

Décision du Bureau du Parlement européen du 17 juin 2019 sur le règlement de la bibliothèque du Parlement européen.

**CHAPITRE 3 2 — EXPERTISE ET INFORMATION: ACQUISITION, ARCHIVAGE, PRODUCTION ET DIFFUSION** *(suite)*

### *3 2 2 Dépenses de documentation*

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 2 893 000 | 2 973 500 | 2 662 163,42 |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir:

— les abonnements aux journaux, aux périodiques, aux agences d'information, à leurs publications et services en ligne, y compris les frais de copyright pour la reproduction et la diffusion par voie écrite et/ou électronique de ces abonnements et les contrats de service pour les revues de presse et coupures de presse,

— les abonnements ou les contrats de service pour la fourniture de sommaires et d'analyses du contenu des périodiques ou la saisie sur supports optiques des articles extraits de ces périodiques,

— les frais relatifs à l'utilisation des bases de données documentaires et statistiques externes, à l'exclusion du matériel informatique et des coûts de télécommunications,

— l'achat de nouveaux dictionnaires, lexiques, tous supports confondus, ou leur renouvellement, y compris pour les nouvelles sections linguistiques, et autres ouvrages destinés aux services linguistiques et aux unités de la qualité législative.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 100 EUR.

### *3 2 3 Soutien à la démocratie et renforcement des capacités parlementaires des parlements des pays tiers*

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 1 400 000 | 1 400 000 | 603 310,74 |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir:

— les dépenses engagées pour les programmes d'échange d'informations et de coopération entre le Parlement européen et les parlements nationaux des pays en préadhésion, notamment des Balkans occidentaux et de la Turquie,

— les dépenses engagées pour promouvoir les relations entre le Parlement européen et les parlements nationaux démocratiquement élus de pays tiers (autres que ceux indiqués au tiret précédent) ainsi qu'avec les organisations parlementaires régionales correspondantes. Les activités concernées visent notamment à renforcer les capacités parlementaires dans les démocraties nouvelles et émergentes, en particulier dans le voisinage européen (au sud et à l'est),

**CHAPITRE 3 2 — EXPERTISE ET INFORMATION: ACQUISITION, ARCHIVAGE, PRODUCTION ET DIFFUSION** *(suite)*

***3 2 3*** *(suite)*

— les dépenses engagées pour promouvoir les activités de soutien à la médiation et les actions en faveur des jeunes dirigeants politiques de l'Union européenne et des pays du voisinage européen élargi: Maghreb, Europe de l'Est et Russie, Dialogue israélo-palestinien et autres pays prioritaires décidés par le Groupe de soutien à la démocratie et de coordination des élections,

— les dépenses engagées pour l'organisation du prix Sakharov (notamment le montant du prix, les frais liés au voyage et à l'accueil du ou des lauréats et des autres candidats finalistes, les frais de fonctionnement du réseau Sakharov et les frais de missions des membres du réseau) et pour des activités visant à promouvoir les droits de l'homme.

Ces opérations incluent des visites d'information au Parlement européen à Bruxelles, à Luxembourg ou à Strasbourg ainsi que des visites dans les États membres et les pays tiers. Ce crédit couvre, totalement ou en partie, les frais des participants, en particulier les voyages, les déplacements, le logement et les indemnités journalières.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 100 EUR.

*Bases légales*

Décision du Bureau du Parlement européen du 12 décembre 2011 portant création de la direction du soutien à la démocratie au sein de la direction générale des politiques externes de l'Union européenne.

***3 2 4*** ***Production et diffusion***

3 2 4 0 Journal officiel

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| p.m. | p.m. | 0,— |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir la part du Parlement européen aux dépenses de publication, de diffusion et aux autres frais annexes de l'Office des publications pour les textes à publier au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 5 000 EUR.

PARLEMENT EUROPÉEN

**CHAPITRE 3 2 — EXPERTISE ET INFORMATION: ACQUISITION, ARCHIVAGE, PRODUCTION ET DIFFUSION** *(suite)*

***3 2 4*** *(suite)*

3 2 4 1 Publications numériques et traditionnelles

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 380 000 | 580 000 | 685 274,18 |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir:

— l'ensemble des frais d'édition numérique (sites intranet) et traditionnelle (documents et imprimés divers, en sous-traitance), y compris la distribution,

— l'actualisation et la maintenance évolutive et corrective des systèmes éditoriaux.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 10 000 EUR.

3 2 4 2 Dépenses de publication, d'information et de participation aux manifestations publiques

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 26 120 602 | 27 529 800 | 30 449 952,12 |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir:

— les dépenses de communication relatives aux valeurs du Parlement européen par le biais de publications d'information, y compris les publications électroniques, les activités d'information, les relations publiques, la participation aux manifestations publiques, aux expositions et aux foires,

— les dépenses de communication afin de donner du Parlement européen une image publique reconnaissable, cohérente et positive, de mettre au point des produits de communication depuis le concept créatif jusqu'au produit final, et de développer les capacités pour avancer sur la voie d'une agence de communication interne, y compris l'accès aux outils du secteur et au conseil d'experts externes,

— le cofinancement d'actions de communication au moyen d'un programme de subventions afin de promouvoir et de favoriser une meilleure compréhension de l'identité, du rôle et de la nature politique du Parlement européen, et de stimuler la collaboration avec des réseaux multiplicateurs,

— les coûts liés au suivi de l'opinion publique,

**CHAPITRE 3 2 — EXPERTISE ET INFORMATION: ACQUISITION, ARCHIVAGE, PRODUCTION ET DIFFUSION** *(suite)*

***3 2 4*** *(suite)*

3 2 4 2 *(suite)*

— les coûts liés au suivi des risques pour la réputation, de la désinformation et des menaces hybrides, ainsi que la lutte contre ces problèmes et la sensibilisation à ces derniers,

— le coût des initiatives culturelles d'intérêt européen, telles que le prix LUX du Parlement européen pour le cinéma européen,

— l'organisation et la mise en œuvre d'événements à destination de la jeunesse, le renforcement de la visibilité du Parlement européen sur les réseaux sociaux, le travail de veille des tendances au sein de la jeunesse,

— les coûts liés à l'internet mobile, aux techniques interactives, aux espaces socialisants, aux plateformes collaboratives et aux changements de comportement des Internautes en vue de rapprocher le Parlement européen du citoyen,

— les coûts liés à la production, à la distribution et à l'hébergement par le Parlement européen des clips pour l'internet et d'autres matériels multimédia prêts à diffuser, en accord avec la stratégie de communication du Parlement européen,

— les dépenses liées aux œuvres d'art du Parlement européen, tant les frais d'acquisition et les frais d'achat de matériel spécifique que les frais courants s'y rapportant, comme les frais d'expertise, de conservation, d'encadrement, de restauration, de nettoyage, d'assurances ainsi que les frais de transport occasionnels.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 50 000 EUR.

3 2 4 3 Centres des visiteurs du Parlement européen

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 24 814 343 | 25 180 000 | 26 643 067,49 |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à financer des installations, matériel et expositions dans les centres de visiteurs du Parlement Européen, et plus particulièrement:

— le Parlamentarium — Centre des visiteurs du Parlement européen à Bruxelles, y compris les points d'information mobiles,

— les espaces d'accueil, les centres «Europa Experience» et les points d'information à l'extérieur de Bruxelles,

— les activités de la Maison de l'histoire européenne, comme l'aménagement interne spécifique, l'acquisition des collections, le coût des contrats avec des experts qualifiés, l'organisation des expositions et les frais d'exploitation, y compris les coûts relatifs à l'achat de livres, de magazines et d'autres publications en relation avec les activités de la Maison de l'histoire européenne.

PARLEMENT EUROPÉEN

**CHAPITRE 3 2 — EXPERTISE ET INFORMATION: ACQUISITION, ARCHIVAGE, PRODUCTION ET DIFFUSION** *(suite)*

***3 2 4*** *(suite)*

3 2 4 3 *(suite)*

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 4 000 000 EUR.

3 2 4 4 Organisation et accueil de groupes de visiteurs, programme Euroscola et invitations de multiplicateurs d'opinion de pays tiers

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 38 986 656 | 38 223 000 | 36 855 999,83 |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir:

— les subventions accordées aux groupes de visiteurs ainsi que les frais d'encadrement et d'infrastructure annexes, le financement de stages pour les multiplicateurs d'opinion de pays tiers (EUVP) et les frais de fonctionnement des programmes Euroscola, Euromed-Scola et Euronest-Scola. Les programmes Euromed-Scola et Euronest-Scola se déroulent chaque année, à l'exception des années électorales, alternativement, dans les locaux du Parlement européen, à Strasbourg ou à Bruxelles,

— les activités de promotion du programme EUVP,

— les dépenses liées à la mise en œuvre de la nouvelle stratégie d'accueil des visiteurs et à l'organisation de journées portes ouvertes,

— les campagnes dans les médias et l'organisation du programme «Écoles ambassadrices du Parlement européen».

Ce crédit est augmenté chaque année sur la base d'un déflateur prenant en compte les variations du revenu national brut (RNB) et des prix.

Chaque député au Parlement européen a le droit d'inviter, chaque année civile, un maximum de cinq groupes, pour un total de 100 visiteurs. Les groupes de visiteurs parrainés à titre officiel par un député, peuvent, sur invitation de celui-ci, participer au programme Euroscola.

Un montant approprié est inclus en faveur des visiteurs présentant un handicap.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 525 000 EUR.

**CHAPITRE 3 2 — EXPERTISE ET INFORMATION: ACQUISITION, ARCHIVAGE, PRODUCTION ET DIFFUSION** *(suite)*

***3 2 4*** *(suite)*

3 2 4 4 *(suite)*

*Bases légales*

Décision du Bureau du Parlement européen du 16 décembre 2002 sur la réglementation relative à l'accueil de groupes de visiteurs et aux programmes Euroscola, Euromed-Scola et Euronest-Scola, consolidée le 3 mai 2004, modifiée et consolidée en dernier lieu le 11 septembre et le 2 octobre 2023.

Décision du Bureau du Parlement européen du 3 octobre 2016 relative au lancement du programme «Écoles ambassadrices du Parlement européen» dans tous les États membres et décision du Bureau du Parlement européen du 16 septembre 2019 relative à la poursuite du programme «Écoles ambassadrices du Parlement européen» après 2019.

Décision du Bureau du Parlement européen du 16 décembre 2020 sur la participation des citoyens britanniques et des ressortissants de l'EU-27 vivant au Royaume-Uni aux programmes de communication du Parlement européen.

3 2 4 5 Organisation de colloques et de séminaires

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 5 139 900 | 5 056 400 | 4 689 500,49 |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir:

— les dépenses ou subventions liées à l'organisation de colloques et de séminaires nationaux ou internationaux destinés aux multiplicateurs d'opinion originaires des États membres, des pays en voie d'adhésion et des pays dans lesquels le Parlement européen dispose d'un bureau de liaison ou d'une antenne, ainsi que les frais d'organisation des colloques et des séminaires parlementaires,

— les dépenses liées à la réalisation des «opérations hémicycles» à Strasbourg et à Bruxelles, selon le programme annuel adopté par le Bureau du Parlement européen,

— les dépenses liées aux services de gestion de conférence, des mesures et des outils de soutien de la gestion de conférences et du multilinguisme, comme des séminaires et conférences, des réunions avec les responsables de formation d'interprètes ou de traducteurs, des mesures et des actions de sensibilisation au multilinguisme et de promotion de la profession d'interprète ou de traducteur, y compris un programme de subventions pour universités, écoles et autres organismes s'occupant d'études d'interprétariat ou de traduction, des solutions favorisant la communication virtuelle, l'organisation ou la participation à des manifestations liées à la gestion des ressources humaines, à la promotion et à la sensibilisation aux carrières au Parlement européen, notamment des activités de communication, ainsi qu'à des manifestations organisées afin de renforcer l'attractivité du site de Luxembourg, et la participation à des actions et à des mesures analogues organisées conjointement avec d'autres services dans le cadre de la coopération interinstitutionnelle et internationale,

PARLEMENT EUROPÉEN

**CHAPITRE 3 2 — EXPERTISE ET INFORMATION: ACQUISITION, ARCHIVAGE, PRODUCTION ET DIFFUSION** *(suite)*

***3 2 4*** *(suite)*

3 2 4 5 *(suite)*

— les dépenses liées à l'organisation de colloques et de séminaires relatifs aux technologies de l'information et des communications,

— les frais liés à l'invitation des journalistes ou d'autres multiplicateurs d'opinion aux séances plénières, réunions des commissions, conférences de presse et autres activités parlementaires,

— les dépenses liées au prix Daphne Caruana Galizia,

— les dépenses de formation et de bourses pour jeunes journalistes,

— les dépenses relatives à l'organisation de conférences, de séminaires et d'autres activités couvrant des questions budgétaires et financières présentant un intérêt pour l'administration du Parlement européen et les finances des députés, y compris l'autonomisation des députés et le financement des structures politiques,

— les dépenses liées à l'organisation de colloques et de séminaires relatifs à la sécurité et à la démocratie parlementaire aux niveaux interinstitutionnel et international, y compris à des actions d'information et de sensibilisation, au moyen d'événements et d'outils de communication tels que la communication numérique, la conception visuelle, des articles promotionnels, l'impression ou les productions audiovisuelles.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 25 000 EUR.

*Bases légales*

Décision du Bureau du Parlement européen du 5 octobre 2020 concernant le prix Daphne Caruana Galizia pour le journalisme.

3 2 4 8 Dépenses d'information audiovisuelle

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 22 726 029 | 22 127 500 | 26 171 511,75 |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir:

— l'achat, la location, l'entretien, la réparation et la gestion du matériel et des installations techniques du secteur audiovisuel,

**CHAPITRE 3 2 — EXPERTISE ET INFORMATION: ACQUISITION, ARCHIVAGE, PRODUCTION ET DIFFUSION** *(suite)*

***3 2 4*** *(suite)*

3 2 4 8 *(suite)*

— le budget de fonctionnement du secteur audiovisuel (prestations en régie propre et assistance externe telles que prestations techniques aux stations de radio et de télévision, réalisation, production, coproduction et diffusion de programmes audiovisuels, location de faisceaux et transmission de programmes de télévision et de radio, autres actions de développement des relations du Parlement européen avec les organismes de diffusion audiovisuels),

— les dépenses relatives à la transmission en direct, sur l'internet, des séances plénières et des réunions des commissions parlementaires,

— la création d'archives appropriées garantissant aux médias et aux citoyens l'accès permanent à ces informations,

— les dépenses liées à la gestion et à la maintenance de l'infrastructure informatique dans la salle de presse à Strasbourg,

— les contrats de services pour i) la fourniture d'analyse et de suivi des médias sous forme de résumés des informations et d'articles intégraux de l'actualité des médias, ii) le développement et la maintenance d'une base de données spécialisée destinée au stockage de ces données et iii) les ressources humaines (externes) nécessaires à l'exploitation de ces données.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 50 000 EUR.

*Bases légales*

Résolution du Parlement européen du 12 mars 2002 sur les orientations relatives à la procédure budgétaire 2003 (JO C 47 E du 27.2.2003, p. 72).

Résolution du Parlement européen du 14 mai 2002 sur l'état prévisionnel des recettes et des dépenses du Parlement européen pour l'exercice 2003 (JO C 180 E du 31.7.2003, p. 150).

Résolution du Parlement européen du 14 mai 2003 sur l'état prévisionnel des recettes et des dépenses du Parlement européen pour l'exercice 2004 (JO C 67 E du 17.3.2004, p. 179).

3 2 4 9 Échanges d'informations avec les parlements nationaux

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 266 000 | 262 000 | 228 000,— |

PARLEMENT EUROPÉEN

**CHAPITRE 3 2 — EXPERTISE ET INFORMATION: ACQUISITION, ARCHIVAGE, PRODUCTION ET DIFFUSION** *(suite)*

***3 2 4*** *(suite)*

3 2 4 9 *(suite)*

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir:

— les dépenses engagées pour favoriser les relations entre le Parlement européen et les parlements nationaux. Cela concerne les relations parlementaires, autres que celles couvertes par les chapitres 1 0 et 3 0, les échanges d'informations et de documentation, l'assistance pour l'analyse et la gestion de ces informations, y compris les échanges avec le Centre européen de recherche et de documentation parlementaire (CERDP),

— le financement des programmes de coopération et des opérations de formation des fonctionnaires du Parlement européen et des parlements nationaux et, en général, des activités destinées à renforcer leurs capacités parlementaires.

  — Ces opérations incluent des visites d'information au Parlement européen à Bruxelles, à Luxembourg ou à Strasbourg; les crédits couvrent totalement ou en partie les frais des participants, en particulier les voyages, les déplacements, le logement et les indemnités journalières,

— les actions de coopération, notamment liées à l'activité législative ainsi que les actions liées à l'activité de documentation, d'analyse et d'information, celle de sécurisation du domaine www.ipex.eu, y compris les actions menées au sein du CERDP.

Ce crédit est destiné à financer la coopération entre le Parlement européen et les parlements nationaux dans le cadre du contrôle parlementaire de la PESC/PSDC, conformément au traité UE et au traité FUE, et notamment aux articles 9 et 10 du protocole n° 1 sur le rôle des parlements nationaux dans l'Union européenne.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 100 EUR.

*Bases légales*

Conférences des présidents des assemblées parlementaires européennes (juin 1977) et des parlements de l'Union européenne (septembre 2000, mars 2001).

***3 2 5*** ***Dépenses afférentes aux bureaux de liaison***

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 11 414 000 | 11 213 000 | 11 056 999,09 |

**CHAPITRE 3 2 — EXPERTISE ET INFORMATION: ACQUISITION, ARCHIVAGE, PRODUCTION ET DIFFUSION** *(suite)*

***3 2 5*** *(suite)*

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses des bureaux de liaison et des antennes du Parlement européen dans les États membres et dans les pays tiers:

— dépenses de communication et d'information (information et manifestations publiques; internet — production, promotion, consultance; séminaires; productions audiovisuelles),

— activités visant à renforcer les liens interparlementaires, le dialogue législatif et le dialogue avec les parties prenantes et à promouvoir la démocratie parlementaire, y compris le dialogue avec les interlocuteurs concernés,

— frais généraux et menues dépenses diverses (fournitures de bureau, télécommunications, frais de port, manutention, transport, stockage, objets promotionnels génériques, bases de données et abonnements de presse, etc.),

— campagnes dans les médias et organisation du programme «Écoles ambassadrices du Parlement européen».

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 10 000 EUR.

PARLEMENT EUROPÉEN

# TITRE 4

# DÉPENSES RÉSULTANT DE L'EXERCICE PAR L'INSTITUTION DE MISSIONS SPÉCIFIQUES

## CHAPITRE 4 0 — DÉPENSES PARTICULIÈRES DE CERTAINES INSTITUTIONS ET DE CERTAINS ORGANES
## CHAPITRE 4 2 — DÉPENSES RELATIVES À L'ASSISTANCE PARLEMENTAIRE
## CHAPITRE 4 4 — RÉUNIONS ET AUTRES ACTIVITÉS DES DÉPUTÉS ET ANCIENS DÉPUTÉS

| Article Poste | Intitulé | Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 | % 2025/2027 |
|---|---|---|---|---|---|
| | CHAPITRE 4 0 | | | | |
| ***4 0 0*** | ***Dépenses administratives de fonctionnement, activités politiques et d'information des groupes politiques et des membres non inscrits*** | | | | |
| | Crédits non dissociés | 75 800 000 | 75 800 000 | 66 530 000,— | 87,77 |
| ***4 0 2*** | ***Financement des partis politiques européens*** | | | | |
| | Crédits non dissociés | 46 000 000 | 46 000 000 | 42 131 218,— | 91,59 |
| ***4 0 3*** | ***Financement des fondations politiques européennes*** | | | | |
| | Crédits non dissociés | 26 500 000 | 25 000 000 | 23 647 288,75 | 89,24 |
| | CHAPITRE 4 0 — TOTAL | 148 300 000 | 146 800 000 | 132 308 506,75 | 89,22 |
| | CHAPITRE 4 2 | | | | |
| ***4 2 2*** | ***Dépenses relatives à l'assistance parlementaire*** | | | | |
| | Crédits non dissociés | 263 606 627 | 273 732 353 | 252 014 167,60 | 95,60 |
| | CHAPITRE 4 2 — TOTAL | 263 606 627 | 273 732 353 | 252 014 167,60 | 95,60 |
| | CHAPITRE 4 4 | | | | |
| ***4 4 0*** | ***Frais de réunion et autres activités des anciens députés*** | | | | |
| | Crédits non dissociés | 334 900 | 316 000 | 310 000,— | 92,56 |
| ***4 4 2*** | ***Coût des réunions et autres activités de l'Association parlementaire européenne*** | | | | |
| | Crédits non dissociés | 320 000 | 316 000 | 310 000,— | 96,88 |
| | CHAPITRE 4 4 — TOTAL | 654 900 | 632 000 | 620 000,— | 94,67 |
| | **Titre 4 — Total** | **412 561 527** | **421 164 353** | **384 942 674,35** | **93,31** |

# TITRE 4

# DÉPENSES RÉSULTANT DE L'EXERCICE PAR L'INSTITUTION DE MISSIONS SPÉCIFIQUES

## CHAPITRE 4 0 — DÉPENSES PARTICULIÈRES DE CERTAINES INSTITUTIONS ET DE CERTAINS ORGANES

### *4 0 0* *Dépenses administratives de fonctionnement, activités politiques et d'information des groupes politiques et des membres non inscrits*

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 75 800 000 | 75 800 000 | 66 530 000,— |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir, pour les groupes politiques et les membres non inscrits:

— les dépenses de secrétariat, administratives et de fonctionnement,

— les dépenses liées à leurs activités politiques et d'information dans le cadre des activités politiques de l'Union.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 1 000 000 EUR.

*Bases légales*

Décision du Bureau du Parlement européen du 30 juin 2003 sur la réglementation régissant l'utilisation des crédits de la ligne budgétaire 4 0 0, modifiée en dernier lieu le 4 juillet 2022.

### *4 0 2* *Financement des partis politiques européens*

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 46 000 000 | 46 000 000 | 42 131 218,— |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à financer les partis politiques au niveau européen. Il est impératif de veiller à une bonne gouvernance et à un contrôle strict de l'utilisation des fonds.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 5 000 000 EUR.

PARLEMENT EUROPÉEN

**CHAPITRE 4 0 — DÉPENSES PARTICULIÈRES DE CERTAINES INSTITUTIONS ET DE CERTAINS ORGANES** *(suite)*

***4 0 2*** *(suite)*

*Bases légales*

Traité sur l'Union européenne, et en particulier son article 10, paragraphe 4.

Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment son article 224.

Règlement (UE, Euratom) nº 1141/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif au statut et au financement des partis politiques européens et des fondations politiques européennes (JO L 317 du 4.11.2014, p. 1, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2014/1141/oj).

Décision du Bureau du Parlement européen du 1er juillet 2019 fixant les modalités d'application du règlement (UE, Euratom) nº 1141/2014 du Parlement européen et du Conseil relatif au statut et au financement des partis politiques européens et des fondations politiques européennes (JO C 249 du 25.7.2019, p. 2).

***4 0 3*** ***Financement des fondations politiques européennes***

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 26 500 000 | 25 000 000 | 23 647 288,75 |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à financer des fondations politiques au niveau européen. Il est impératif de veiller à une bonne gouvernance et à un contrôle strict de l'utilisation des fonds.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 100 000 EUR.

*Bases légales*

Traité sur l'Union européenne, et en particulier son article 10, paragraphe 4.

Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment son article 224.

Règlement (UE, Euratom) nº 1141/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif au statut et au financement des partis politiques européens et des fondations politiques européennes (JO L 317 du 4.11.2014, p. 1, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2014/1141/oj).

Décision du Bureau du Parlement européen du 1er juillet 2019 fixant les modalités d'application du règlement (UE, Euratom) nº 1141/2014 du Parlement européen et du Conseil relatif au statut et au financement des partis politiques européens et des fondations politiques européennes (JO C 249 du 25.7.2019, p. 2).

## CHAPITRE 4 2 — DÉPENSES RELATIVES À L'ASSISTANCE PARLEMENTAIRE

### *4 2 2 Dépenses relatives à l'assistance parlementaire*

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 263 606 627 | 273 732 353 | 252 014 167,60 |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir:

— les frais liés au personnel et aux prestataires de services en charge de l'assistance parlementaire aux députés, ainsi que les frais liés aux tiers payants,

— les frais de missions et de formation (cours externes) des assistants parlementaires accrédités ainsi que les dépenses liées à d'éventuelles compensations de l'émission de carbone pour leurs missions et déplacements,

— les différences de change à la charge du budget du Parlement européen, conformément aux dispositions applicables au remboursement des frais d'assistance parlementaire, ainsi que les frais liés à des prestations de services d'appui à la gestion de l'assistance parlementaire,

— les rémunérations des stagiaires (bourses),

— la contribution au coût des déjeuners des stagiaires dans les cantines du Parlement européen,

— les indemnités concernant les visites d'études avec des députés,

— les frais de déplacement des stagiaires et des visites d'étude avec des députés,

— l'assurance maladie et accident des stagiaires et les visites d'étude avec des députés,

— les coûts afférents à l'organisation de séances d'information ou de formation pour les stagiaires.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 775 000 EUR.

*Bases légales*

Statut des députés au Parlement européen, et notamment son article 21.

Mesures d'application du statut des députés au Parlement européen, et notamment leurs articles 29 à 41.

Régime applicable aux autres agents de l'Union européenne, et notamment son article 5 *bis* et ses articles 125 à 139.

Décision du Bureau du Parlement européen du 14 avril 2014 fixant les mesures d'application du titre VII du régime applicable aux autres agents de l'Union européenne.

Décision du Bureau du Parlement européen du 10 décembre 2018 adoptant la réglementation relative aux stagiaires des députés.

Décision du secrétaire général du Parlement européen du 29 avril 2021 concernant les règles internes relatives aux stages au secrétariat général du Parlement européen.

PARLEMENT EUROPÉEN

## CHAPITRE 4 4 — RÉUNIONS ET AUTRES ACTIVITÉS DES DÉPUTÉS ET ANCIENS DÉPUTÉS

### *4 4 0 Frais de réunion et autres activités des anciens députés*

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 334 900 | 316 000 | 310 000,— |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir les frais de réunion de l'Association des anciens députés au Parlement européen ainsi que, le cas échéant, d'autres frais exposés dans le même contexte.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 100 EUR.

*Bases légales*

Décision du Bureau du Parlement européen du 14 janvier 2008 sur la réglementation régissant les contributions financières aux associations parlementaires (articles budgétaires 4 4 0 et 4 4 2), modifiée en dernier lieu le 18 octobre 2021.

### *4 4 2 Coût des réunions et autres activités de l'Association parlementaire européenne*

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 320 000 | 316 000 | 310 000,— |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir les frais de réunion de l'Association parlementaire européenne ainsi que, le cas échéant, d'autres frais exposés dans le même contexte.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 100 EUR.

*Bases légales*

Décision du Bureau du Parlement européen du 14 janvier 2008 sur la réglementation régissant les contributions financières aux associations parlementaires (articles budgétaires 4 4 0 et 4 4 2), modifiée en dernier lieu le 18 octobre 2021.

# TITRE 5

# L'AUTORITÉ POUR LES PARTIS POLITIQUES EUROPÉENS ET LES FONDATIONS POLITIQUES EUROPÉENNES ET LE COMITÉ DE PERSONNALITÉS ÉMINENTES INDÉPENDANTES

## CHAPITRE 5 0 — DÉPENSES DE L'AUTORITÉ POUR LES PARTIS POLITIQUES EUROPÉENS ET LES FONDATIONS POLITIQUES EUROPÉENNES ET DU COMITÉ DE PERSONNALITÉS ÉMINENTES INDÉPENDANTES

| Article Poste | Intitulé | Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 | % 2025/2027 |
|---|---|---|---|---|---|
| | CHAPITRE 5 0 | | | | |
| ***5 0 0*** | ***Dépenses opérationnelles de l'Autorité pour les partis politiques européens et les fondations politiques européennes*** | | | | |
| | Crédits non dissociés | 424 483 | 416 160 | 139 732,56 | 32,92 |
| ***5 0 1*** | ***Dépenses afférentes au comité de personnalités éminentes indépendantes*** | | | | |
| | Crédits non dissociés | 20 000 | 20 000 | 0,— | |
| | CHAPITRE 5 0 — TOTAL | 444 483 | 436 160 | 139 732,56 | 31,44 |
| | **Titre 5 — Total** | **444 483** | **436 160** | **139 732,56** | **31,44** |

PARLEMENT EUROPÉEN

# TITRE 5

# L'AUTORITÉ POUR LES PARTIS POLITIQUES EUROPÉENS ET LES FONDATIONS POLITIQUES EUROPÉENNES ET LE COMITÉ DE PERSONNALITÉS ÉMINENTES INDÉPENDANTES

## CHAPITRE 5 0 — DÉPENSES DE L'AUTORITÉ POUR LES PARTIS POLITIQUES EUROPÉENS ET LES FONDATIONS POLITIQUES EUROPÉENNES ET DU COMITÉ DE PERSONNALITÉS ÉMINENTES INDÉPENDANTES

### *5 0 0 Dépenses opérationnelles de l'Autorité pour les partis politiques européens et les fondations politiques européennes*

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 424 483 | 416 160 | 139 732,56 |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses de l'Autorité pour les partis politiques européens et les fondations politiques européennes afin de garantir son fonctionnement plein et indépendant.

Il couvre notamment les dépenses liées à la compétence de l'Autorité en ce qui concerne la formation professionnelle spécialisée, les réunions liées au mandat et la coordination avec d'autres organes de l'Union et les autorités nationales, l'acquisition de logiciels sur mesure et de services informatiques, l'acquisition de savoir-faire, de services de conseil, y compris des études, et de documentation, les frais juridiques et dommages-intérêts ainsi que les activités de publication et d'information. Il couvre également les dépenses destinées au règlement de toute facture adressée par une institution en cas de dépassement du volume de biens ou de services mis à la disposition de l'Autorité par les institutions en vertu d'accords de services, conformément à l'article 6, paragraphes 4 et suivants, du règlement (UE, Euratom) n° 1141/2014.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 416 160 EUR. Ces recettes incluent notamment le soutien au fonctionnement de l'Autorité accordé par des institutions autres que le Parlement européen, conformément à l'article 6, paragraphe 6, du règlement (UE, Euratom) n° 1141/2014.

*Bases légales*

Règlement (UE, Euratom) n° 1141/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif au statut et au financement des partis politiques européens et des fondations politiques européennes (JO L 317 du 4.11.2014, p. 1, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2014/1141/oj), et notamment son article 6, paragraphes 1 et 7.

### *5 0 1 Dépenses afférentes au comité de personnalités éminentes indépendantes*

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 20 000 | 20 000 | 0,— |

**CHAPITRE 5 0 — DÉPENSES DE L'AUTORITÉ POUR LES PARTIS POLITIQUES EUROPÉENS ET LES FONDATIONS POLITIQUES EUROPÉENNES ET DU COMITÉ DE PERSONNALITÉS ÉMINENTES INDÉPENDANTES** *(suite)*

***5 0 1*** *(suite)*

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses afférentes au secrétariat et au financement du comité de personnalités éminentes indépendantes.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 100 EUR.

*Bases légales*

Règlement (UE, Euratom) nº 1141/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif au statut et au financement des partis politiques européens et des fondations politiques européennes (JO L 317 du 4.11.2014, p. 1, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2014/1141/oj), et notamment son article 11, paragraphe 2.

PARLEMENT EUROPÉEN

# TITRE 10

# AUTRES DÉPENSES

**CHAPITRE 10 0 — CRÉDITS PROVISIONNELS**
**CHAPITRE 10 1 — RÉSERVE POUR IMPRÉVUS**
**CHAPITRE 10 3 — RÉSERVE POUR L'ÉLARGISSEMENT**
**CHAPITRE 10 4 — RÉSERVE POUR LA POLITIQUE D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION**
**CHAPITRE 10 5 — CRÉDIT PROVISIONNEL POUR LES BIENS IMMOBILIERS**
**CHAPITRE 10 6 — RÉSERVE POUR PROJETS PRIORITAIRES EN COURS DE DÉVELOPPEMENT**
**CHAPITRE 10 8 — RÉSERVE EMAS**

| Article Poste | Intitulé | Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 | % 2025/2027 |
|---|---|---|---|---|---|
| | CHAPITRE 10 0 | p.m. | p.m. | 0,— | |
| | CHAPITRE 10 0 — TOTAL | p.m. | p.m. | 0,— | |
| | CHAPITRE 10 1 | 5 770 000 | 6 000 000 | 0,— | |
| | CHAPITRE 10 1 — TOTAL | 5 770 000 | 6 000 000 | 0,— | |
| | CHAPITRE 10 3 | p.m. | p.m. | 0,— | |
| | CHAPITRE 10 3 — TOTAL | p.m. | p.m. | 0,— | |
| | CHAPITRE 10 4 | p.m. | p.m. | 0,— | |
| | CHAPITRE 10 4 — TOTAL | p.m. | p.m. | 0,— | |
| | CHAPITRE 10 5 | p.m. | p.m. | 0,— | |
| | CHAPITRE 10 5 — TOTAL | p.m. | p.m. | 0,— | |
| | CHAPITRE 10 6 | p.m. | p.m. | 0,— | |
| | CHAPITRE 10 6 — TOTAL | p.m. | p.m. | 0,— | |
| | CHAPITRE 10 8 | p.m. | p.m. | 0,— | |
| | CHAPITRE 10 8 — TOTAL | p.m. | p.m. | 0,— | |
| | **Titre 10 — Total** | **5 770 000** | **6 000 000** | **0,—** | |

# TITRE 10

# AUTRES DÉPENSES

## CHAPITRE 10 0 — CRÉDITS PROVISIONNELS

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| p.m. | p.m. | 0,— |

*Commentaires*

Les crédits inscrits au présent chapitre ont un caractère purement provisionnel et ne peuvent être utilisés qu'après l'adoption de la base juridique du paiement d'une «indemnité de logement pour le personnel à Luxembourg» et qu'après avoir été virés vers d'autres lignes budgétaires conformément au règlement financier.

## CHAPITRE 10 1 — RÉSERVE POUR IMPRÉVUS

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| 5 770 000 | 6 000 000 | 0,— |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir des dépenses, non prévisibles, découlant des décisions budgétaires prises au cours de l'exercice.

## CHAPITRE 10 3 — RÉSERVE POUR L'ÉLARGISSEMENT

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| p.m. | p.m. | 0,— |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir les coûts de préparation du Parlement européen à l'élargissement.

**CHAPITRE 10 4 — RÉSERVE POUR LA POLITIQUE D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION**

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| p.m. | p.m. | 0,— |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses en matière de politique d'information et de communication.

**CHAPITRE 10 5 — CRÉDIT PROVISIONNEL POUR LES BIENS IMMOBILIERS**

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| p.m. | p.m. | 0,— |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses liées aux investissements immobiliers et aux travaux d'aménagement du Parlement européen. Le Bureau du Parlement européen est invité à adopter, dans le domaine des biens immobiliers, une stratégie à long terme cohérente et responsable qui tienne compte du problème particulier de l'augmentation des frais d'entretien, des besoins de rénovation et des frais de sécurité tout en veillant à la bonne utilisation du budget du Parlement européen.

**CHAPITRE 10 6 — RÉSERVE POUR PROJETS PRIORITAIRES EN COURS DE DÉVELOPPEMENT**

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| p.m. | p.m. | 0,— |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses relatives aux projets prioritaires du Parlement européen en cours de développement.

## CHAPITRE 10 8 — RÉSERVE EMAS

*Données chiffrées (Crédits non dissociés)*

| Crédits 2027 | Crédits 2026 | Exécution 2025 |
|---|---|---|
| p.m. | p.m. | 0,— |

*Commentaires*

Ce crédit est destiné à couvrir les lignes opérationnelles concernées, à la suite des décisions à prendre par le Bureau du Parlement européen pour la mise en œuvre du plan d'action EMAS, notamment après la réalisation du bilan «carbone» du Parlement européen.

PARLEMENT EUROPÉEN

## PERSONNEL

## Parlement européen

| Groupe de fonctions et grade | 2027 | | | | 2026 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Emplois permanents | | Emplois temporaires | | Emplois permanents | | Emplois temporaires | |
| | | | Autres | Groupes politiques | | | Autres | Groupes politiques |
| Hors catégorie | 1 | — | — | — | 1 | — | — | — |
| AD 16 | 20 | — | 1 | 7 | 20 | — | 1 | 7 |
| AD 15 | 72 | — | 1 | 7 | 72 | — | 1 | 6 |
| AD 14 | 232 | 2 | 7 | 35 | 232 | 2 | 7 | 36 |
| AD 13 | 377 | 8 | 3 | 41 | 377 | 8 | 3 | 41 |
| AD 12 | 441 | — | 16 | 64 | 439 | — | 15 | 63 |
| AD 11 | 390 | — | 11 | 38 | 380 | — | 12 | 35 |
| AD 10 | 461 | — | 10 | 59 | 471 | — | 10 | 55 |
| AD 9 | 349 | — | 17 | 61 | 351 | — | 16 | 64 |
| AD 8 | 207 | — | 7 | 57 | 207 | — | 8 | 54 |
| AD 7 | 187 | — | 11 | 74 | 185 | — | 9 | 67 |
| AD 6 | 74 | — | 5 | 66 | 71 | — | 4 | 77 |
| AD 5 | 185 | — | 2 | 88 | 170 | — | 2 | 65 |
| *Sous-total AD* | *2 995* | *10* | *91* | *597* | *2 975* | *10* | *88* | *570* |
| AST 11 | 136 | 10 | 2 | 37 | 136 | 10 | 2 | 37 |
| AST 10 | 71 | — | 17 | 36 | 71 | — | 17 | 36 |
| AST 9 | 577 | — | 10 | 53 | 577 | — | 10 | 52 |
| AST 8 | 248 | — | 13 | 58 | 248 | — | 9 | 51 |
| AST 7 | 363 | — | 11 | 62 | 353 | — | 13 | 64 |
| AST 6 | 406 | — | 4 | 82 | 412 | — | 6 | 81 |
| AST 5 | 265 | — | 16 | 75 | 289 | — | 19 | 86 |
| AST 4 | 109 | — | 1 | 55 | 101 | — | 1 | 71 |
| AST 3 | 63 | — | 1 | 54 | 51 | — | 1 | 59 |
| AST 2 | 4 | — | — | 54 | 4 | — | — | 54 |
| AST 1 | 21 | — | — | 48 | 21 | — | — | 50 |
| *Sous-total AST* | *2 263* | *10* | *75* | *614* | *2 263* | *10* | *78* | *641* |
| AST/SC 6 | — | — | — | — | — | — | — | — |
| AST/SC 5 | — | — | — | — | — | — | — | — |
| AST/SC 4 | 35 | — | — | — | 45 | — | — | — |
| AST/SC 3 | 92 | — | — | — | 102 | — | — | — |

PARLEMENT EUROPÉEN

| Groupe de fonctions et grade | 2027 | | | | 2026 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Emplois permanents | | Emplois temporaires | | Emplois permanents | | Emplois temporaires | |
| | | | Autres | Groupes politiques | | | Autres | Groupes politiques |
| AST/SC 2 | 45 | — | — | — | 45 | — | — | — |
| AST/SC 1 | 15 | — | — | — | 15 | — | — | — |
| *Sous-total AST/SC* | *187* | — | — | — | *207* | — | — | — |
| **Total** | **5 446** | **20** (1) | **166** (2) | **1 211** | **5 446** (1) | **20** (1) | **166** (2) | **1 211** |
| **Total Général** | **6 823** (3) | | | | **6 823** (3) | | | |
| ***dont, pour l'Autorité*** | ***10*** | | | | ***10*** | | | |

(1) Réserve virtuelle pour les fonctionnaires détachés dans l'intérêt du service non comprise dans le total.
(2) Dont un poste temporaire AD 12 prêté par le Parlement à l'Autorité pour les partis politiques européens et les fondations politiques européennes pour le poste de directeur de l'Autorité pour les partis politiques européens et les fondations politiques européennes.
(3) Deux postes permanents AD, un poste permanent AST, deux postes permanents AST/SC, deux postes temporaires AD et trois postes temporaires AST pour l'Autorité pour les partis politiques européens et les fondations politiques européennes, non considérés comme des postes du Parlement européen.